

REVUE DES PROCÉDURES COLLECTIVES CIVILES ET COMMERCIALES

supplément à la revue de JANVIER-FÉVRIER 2016 - 31^e année - ISSN 1292-8216

SOUS LA DIRECTION DE :

Michel MENJUCQ

Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris I - Panthéon-Sorbonne)

Philippe ROUSSEL GALLE

Professeur à l'université Paris-Descartes

TABLES ANNUELLES 2015

TABLE DES AUTEURS (page 1)

TABLE DES ÉTUDES (page 9)

INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL (page 12)

TABLE DE JURISPRUDENCE (page 21)

TABLE DES TEXTES (page 26)

TABLE DE DOCTRINE ADMINISTRATIVE (page 27)

TABLE DES FICHES PRATIQUES (page 28)

TABLE DES FORMULES (page 28)

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
alertes	n° 1 à 3
Études	n° 1 à 3
Commentaires	n° 1 à 18
Dossiers	n° 1 à 17
Table ronde	n° 1
Formule	n° 1

MARS

Repère	n° 2
alertes	n° 4 à 8

Études	n° 4 à 6
Commentaires	n° 19 à 36
Dossiers	n° 18 à 35
Fiche pratique	n° 1

MAI-JUIN

Repère	n° 3
alertes	n° 9 à 12
Études	n° 7 à 10
Commentaires	n° 37 à 79
Dossiers	n° 36 à 49
Table ronde	n° 2
Formule	n° 2

JUILLET/AOÛT

Repère	n° 4
alertes	n° 13 à 16
Études	n° 11 à 13
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 80 à 131
Fiche pratique	n° 2

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
alertes	n° 17 à 20
Études	n° 14 à 19

Commentaires	n° 132 à 167
Table ronde	n° 3
Fiche pratique	n° 3
Formule	n° 3

NOVEMBRE

Repère	n° 6
alertes	n° 21 à 27
Études	n° 20 à 22
Commentaires	n° 168 à 198
Dossiers	n° 50 à 60
Fiche pratique	n° 4

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTES

Janvier	n° 1 à 3
Mars	n° 4 à 8
Mai	n° 9 à 12
Juillet	n° 13 à 16
Septembre	n° 17 à 20
Novembre	n° 21 à 27

ÉTUDES

Janvier	n° 1 à 3
---------	----------

Mars	n° 4 à 6
Mai	n° 7 à 10
Juillet	n° 11 à 13
Septembre	n° 14 à 19
Novembre	n° 20 à 22

CHRONIQUE

Juillet	n° 1
---------	------

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 18
Mars	n° 19 à 36
Mai	n° 37 à 79
Juillet	n° 80 à 131
Septembre	n° 132 à 167
Novembre	n° 168 à 198

DOSSIERS

Janvier	n° 1 à 17
---------	-----------

Mars	n° 18 à 35
Mai	n° 36 à 49
Novembre	n° 50 à 60

TABLE RONDE

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Septembre	n° 3

FICHES PRATIQUES

Mars	n° 1
Juillet	n° 2
Septembre	n° 3
Novembre	n° 4

FORMULES

Janvier	n° 1
Mai	n° 2
Septembre	n° 3

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directeurs scientifiques :
Michel Menjuq
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'École de droit de
la Sorbonne (Université Paris I)
Philippe Roussel Galle
Agrégré des Facultés de droit
Professeur à l'université Paris-
Descartes, université Sorbonne
Paris-Cité

Fondateur :
Bernard Soinne
Agrégré des Facultés de droit

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
Tél. : 01 45 58 92 82
marie-france.bonneau@lexisnexis.fr

Secrétaire d'édition :
Nancy Guillaumet
nancy.guillaumet@lexisnexis.fr

Collaborateurs chargés de la
rédaction des chroniques :
Geoffroy Berthelot, Gérard
Blanc, Thierry Bonneau,
Pierre Cagnoli, Patrick Canet,

Christophe Delattre, Marie-Pierre
Dumont-Lefrand, Éric Étienne-
Martin, Laurence Fin-langer, Jean-
Jacques Fraimout, Sophie Gjidara-
Decaix, Stéphane Gorrias, David
Jacotot, Christine Lebel, François
Legrand, Cécile Lisanti, Francine
Macorig-Venier, Arlette Martin-
Serf, Corinne Mascala, Thomas
Mastrullo, Michel Menjuq,
Marie-Hélène Monsérié-Bon,
Nathalie Patureau, Françoise
Pérochon, Corinne Perot-Reboul,
Florence Reille, Philippe Roussel
Galle, Corinne Saint-Alary-Houin,
Bernard Saintourens, Bernard
Soinne, Olivier Staes, François
Taquet, Régis Vabres

Publicité : IM Régie, Caroline Spire
23, rue Faidherbe 75011 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2016
France métropolitaine : 469,48 € TTC
Prix de vente au numéro : 94,95 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 480,60 € HT
Prix de vente au numéro : 99,00 € HT
Offre spéciale étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

www.lexisnexis.fr
Tél. : 01 71 72 47 70

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15
N° Impr. 5645
N° Éd. 5712
Dépôt légal à parution

Béatrice AMIZET, mandataire judiciaire

- Cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire (*Cession de fonds de commerce*) dossier 22 (mars)

Marc ANDRÉ, mandataire judiciaire à Nîmes, vice-président du CNAJMJ

- Les professionnels, pivots des procédures transfrontalières (*Professions*) dossier 13 (janv.)
- Une volonté commune d'harmonisation du statut des professionnels (*Professions*) dossier 16 (janv.)

Robert APÉRY, avocat au Barreau de Caen

- Concevoir un plan : contenu et efficacité du plan (*Plan*) dossier 49 (mai)

Jean BARON, administrateur judiciaire, CBF Associés

- Cessions d'actifs en procédures collectives : techniques à la disposition de l'administrateur (*Cession d'actif*) dossier 21 (mars)

Geoffroy BERTHELOT, mandataire judiciaire, SELARL MJ SYNERGIE, chargé de cours à l'université Jean-Moulin Lyon 3

- La demande de reconnaissance d'une créance de salaire différé à l'égard de la succession n'entre pas dans la catégorie des droits propres du débiteur (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*) comm. 23 (mars)
- Une fois autorisée par le juge-commissaire, la vente est parfaite dès le prononcé de l'ordonnance (*Liquidation judiciaire - Cession*) comm. 24 (mars)
- Le sort des fonds versés par le débiteur au titre des dividendes prévus par le plan de continuation, non répartis par le commissaire à l'exécution du plan (*Résolution de plan - Fonds disponibles*) comm. 25 (mars)
- AGS, créances hypothécaires, frais de justice postérieurs au jugement d'ouverture (*Ordre des paiements - Créancier hypothécaire*) comm. 26 (mars)
- La période d'observation, une notion temporelle à l'acceptation atemporelle (*Période d'observation*) étude 9 (mai)

Gérard BLANC, professeur émérite à la faculté de droit et de science politique de l'université d'Aix-Marseille (AMU), membre du Centre de droit économique

- Délai pour demander la modification de la date de cessation des paiements (*Date de la cessation des paiements*) comm. 120 (juill.)
- Qualité pour agir du commissaire à l'exécution du plan et du liquidateur en fonction mais pas du débiteur même redevenu in bonis (*Qualité pour agir*) comm. 121 (juill.)
- Action exercée par l'AGS (*Action paulienne*) comm. 122 (juill.)
- Conditions d'exercice de l'action paulienne (*Action paulienne*) comm. 123 (juill.)
- Acte à titre gratuit (C. com., art. L. 632-1, I, 1^o) (*Nullités de droit*) comm. 124 (juill.)
- Acte commutatif déséquilibré (C. com., art. L. 632-1, I, 2^o) (*Nullités de droit*) comm. 125 (juill.)
- Paiement de dettes non échues (C. com., art. L. 632-1, I, 3^o) (*Nullités de droit*) comm. 126 (juill.)
- Paiement de dettes échues (C. com., art. L. 632-1, I, 4^o) (*Nullités de droit*) comm. 127 (juill.)
- Acte de consignation (C. com., art. L. 632-1, I, 5^o) (*Nullités de droit*) comm. 128 (juill.)
- Constitution de sûretés pour dettes antérieures (C. com., art. L. 632-1, I, 6^o) (*Nullités de droit*) comm. 129 (juill.)
- Constitutionnalité de l'article L. 632-2 du Code de commerce (*Nullités facultatives*) comm. 130 (juill.)

- Connaissance de la cessation des paiements (C. com., art. L. 632-2) (*Nullités facultatives*) comm. 131 (juill.)

Marie-France BONNEAU, Rédacteur en chef

- La future loi Macron, premier acte d'un mouvement de réformes (*Projet de loi pour la croissance et l'activité*) alerte 4 (mars)

Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

- L'ordonnance du 20 août 2015, les arrêtés du 11 septembre et le décret du 17 septembre 2015 transposent la directive Résolution (*Résolution bancaire*) comm. 166 (sept.)
- L'ordonnance du 20 août 2015 transpose la directive Garantie des dépôts (*Garantie des dépôts*) comm. 167 (sept.)

Nicolas BORGA, professeur à l'université Lyon 3

- La multiplication des obstacles à la cession (*Cession isolée d'actif*) dossier 31 (mars)

Hélène BOURBOULOUX, administrateur judiciaire, FHB

- Vers une amélioration du traitement de l'insolvabilité des groupes (*Groupe de sociétés*) dossier 8 (janv.)

Yann BRANCO FERNANDES, docteur en droit, mandataire judiciaire stagiaire, SELARL Brenac & Associés

- Le sort du prix de cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire (*Cession de fonds de commerce*) dossier 23 (mars)

Alix BRENAC, mandataire judiciaire associé, SELARL Brenac & Associés

- Le sort du prix de cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire (*Cession de fonds de commerce*) dossier 23 (mars)

Danièle BRIAND, maître de conférences à l'université Rennes 1, avocat à la cour

- Cessions et réseaux de distribution (*Cession isolée d'actifs*) dossier 33 (mars)

Yves BRULARD, chargé d'enseignement (certificat universitaire mandataire de crise) CEFIAD-UCL, expert privé de la Commission Professionnel de l'insolvabilité (liquidateur), DBB et Simon & associés avocats aux barreaux de Paris-Bruxelles et Mons

- Les groupes et les procédures de pré-insolvency : le signe d'un changement de nature du nouveau règlement insolvabilité ? (*Règlement [CE] n° 1346/2000*) dossier 4 (janv.)

Pierre CAGNOLI, maître de conférences HDR, Centre de recherche en droit privé de l'université de Caen

- Le sort des créanciers munis de sûretés réelles (*Plan*) dossier 39 (mai)
- Radiation et péremption de l'instance en cours : l'incidence sur l'office du juge de la vérification des créances (*Incidents d'instance*) comm. 80 (juill.)
- Récusation et renvoi : le bon moment pour s'en prévaloir (*Incidents d'instance*) comm. 81 (juill.)
- Créanciers publiés et délai de déclaration : les conséquences d'une irrégularité de l'avis adressé par le mandataire judiciaire (*Déclaration de créance*) comm. 82 (juill.)
- Notification des jugements : l'alternative aux règles prévues par le Code de commerce (*Jugements*) comm. 83 (juill.)
- Jugement de cession et appel pour excès de pouvoir (*Voies de recours*) comm. 84 (juill.)
- Procédure d'appel : présentation des critiques sur la recevabilité de l'appel (*Voies de recours*) comm. 85 (juill.)

Christian CAVIGLIOLI, Administrateur judiciaire

- La cession dans les différentes procédures : prepack, redressement et liquidation judiciaires (*Cession d'entreprise*) dossier 55 (nov.)

Marko CURAVIC, chef d'unité à la Commission européenne, DG GROWTH

- Bankruptcy and second chance for honest failed entrepreneurs - the policy of the European Commission (*Procédures collectives*) dossier 10 (janv.)

Reinhard DAMMANN, avocat associé, Clifford Chance, chargé de cours à Sciences-po et à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I)

- Le nouveau règlement européen sur les procédures d'insolvabilité (*Règlement [CE] n° 1346/2000*) étude 2 (janv.)

Gilles DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole

- Les habits neufs du régime fiscal de la reprise d'une entreprise en difficulté (*Cession d'entreprise*) dossier 58 (nov.)

Christophe DELATTRE, magistrat, vice-procureur à Valenciennes

- Fiche sanctions - Trame d'audience (*Sanctions*) fiche pratique 2 (juill.)
- Refonte des circulaires des 25 et 26 novembre 2004 (*Intervention du CODEFI et du CIRI*) comm. 168 (nov.)
- Le dépôt des comptes sous astreinte : article L. 611-2 du Code de commerce (*Dépôt des comptes sociaux*) comm. 169 (nov.)
- L'article L. 611-2 du Code de commerce confronté à une question préjudicielle devant la CJUE (*Dépôt des comptes sociaux*) comm. 170 (nov.)
- Les allègements pour le non-dépôt des comptes (*Dépôt des comptes sociaux*) comm. 171 (nov.)
- La loi Macron et la confidentialité des comptes : nouveaux assouplissements (*Dépôt des comptes sociaux*) comm. 172 (nov.)
- Les mesures de prévention : « les grandes manoeuvres » ? (*Mandat ad hoc et conciliation : conditions*) comm. 173 (nov.)
- Marge de manoeuvre d'un créancier dans un mandat ad hoc et confidentialité (*Mandat ad hoc*) comm. 174 (nov.)
- La désignation du mandataire à l'exécution de l'accord : article L. 611-8 III et R. 611-40-1 du Code de commerce (*Conciliation*) comm. 175 (nov.)
- Pouvoir d'action du créancier en conciliation (*Conciliation*) comm. 176 (nov.)
- Le juge ne doit pas tomber dans le piège de la course au moratoire (*Conciliation*) comm. 177 (nov.)
- Le juge-commissaire suppléant peut-il siéger dans la formation de jugement ? (*Impartialité*) alerte 9 (mai)
- Un dirigeant poursuivi pour défaut de tenue de comptabilité ne peut s'exonérer de toute responsabilité en régularisant la situation (CA Douai, 7 janv. 2015, n° 13/07262) (*Liquidation judiciaire*) alerte 13 (juill.)
- Recueil des diligences des mandataires de justice et recommandations IFPPC (*Recueil des diligences des mandataires de justice et recommandations*) alerte 22 (nov.)
- « Beau temps » pour le dirigeant incompétent ! (*Interdiction de gérer*) étude 19 (sept.)

Michel DI MARTINO, expert-comptable et commissaire aux comptes, juge consulaire, vice-président du tribunal de commerce de Lons-le-Saulnier (Jura)

- Fiscalité des entreprises en difficulté (*Droit fiscal*) fiche pratique 1 (mars)
- Fonds propres et quasi-fonds propres ou concept de surface financière élargie (*Fonds propres*) fiche pratique 3 (sept.)

Marie-Pierre DUMONT-LEFRAND, professeur à la faculté de droit de Montpellier

- La cession isolée du contrat de bail commercial (*Cession isolée d'actifs*) dossier 25 (mars)
- Une nouvelle illustration de la règle « nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision » à propos d'un biens indivis pourtant déclaré temporairement inaliénable (*Indivision*) comm. 77 (mai)
- La règle du dessaisissement appliquée à la signature d'un acte de partage d'une indivision successorale (*Indivision*) comm. 78 (mai)
- La déclaration notariée d'insaisissabilité : la Cour de cassation remet l'ouvrage sur le métier... (*Déclaration notariée d'insaisissabilité*) comm. 79 (mai)

Éric ÉTIENNE-MARTIN, administrateur judiciaire, AJ Partenaires, président d'honneur de l'IFPPC

- Le renouvellement par anticipation de la période d'observation : une voie d'accès aux marchés publics pour les entreprises en difficulté ? (*Marché public*) étude 5 (mars)

Daniel FASQUELLE, professeur agrégé des universités, doyen honoraire de la faculté de droit de l'ULCO, membre du LARJ

- L'harmonisation des droits des entreprises en difficulté dans l'Union européenne : des avancées réelles mais encore trop modestes (*Droit des entreprises en difficulté*) dossier 9 (janv.)

Thierry FAVARIO, maître de conférences, université Jean Moulin Lyon 3

- Le Livre VI du Code de commerce en son miroir constitutionnel (*Question prioritaire de constitutionnalité*) étude 12 (juill.)

Laurence FIN-LANGER, professeur à l'université de Caen, Institut Demolombe, EA967

- Les représentants du personnel et les plans (*Plan*) dossier 47 (mai)
- Les salariés, acteurs de la reprise d'entreprise en difficulté (*Reprise d'entreprise*) dossier 54 (nov.)
- Conclusion du contrat de travail et détermination de son contenu (*Acte de gestion courante*) comm. 1 (janv.)
- L'autorisation du juge-commissaire de licenciement des salariés pendant la période d'observation peut être entachée de fraude (*Licenciement économique*) comm. 48 (mai)
- Le salarié inconnu est transféré au repreneur choisi par le tribunal en application de l'article L. 1224-1 du Code du travail (*Transfert des contrats de travail*) comm. 57 (mai)
- Prononciation d'une liquidation judiciaire en raison d'une impossibilité de transférer une quote-part de plusieurs contrats de travail (*Transfert des contrats de travail*) comm. 58 (mai)
- La formation de référé du conseil de prud'hommes est compétente pour accorder des provisions à un salarié mais à quelles conditions ? (*Contentieux prud'homal*) comm. 59 (mai)
- Délai de prescription d'une demande visant à bénéficier d'un autre plafond de garantie de l'AGS (*Garantie des salaires*) comm. 61 (mai)
- Indemnité pour non-délivrance de documents utiles (*Garantie des salaires*) comm. 62 (mai)
- Les nouveaux plafonds de garantie de l'AGS ne s'appliquent qu'aux créances nées après le 29 juillet 2003 (*Garantie des salaires*) comm. 63 (mai)
- Une interprétation stricte des salariés pouvant bénéficier d'une indemnisation pour préjudice d'anxiété et d'une prise en charge par l'AGS (*Préjudice d'anxiété*) comm. 66 (mai)
- La loi Macron et le droit social (*Accords de maintien de l'emploi*) étude 17 (sept.)

Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis (CERDP EA 1201)

- Les plans et le maintien de l'emploi (*Salariés*) dossier 46 (mai)
- Les représentants du personnel et les plans (*Plan*) dossier 47 (mai)

Évelyne GALL-HENG, mandataire judiciaire, présidente d'honneur du CNAJMJ

- La multiplication des obstacles à la cession (*Cession isolée d'actif*) dossier 32 (mars)

Antoine GAUDEMET, agrégé des Facultés de droit, professeur à l'université Paris 2, Panthéon-Assas

- La cession des biens meubles corporels grevés de sûretés réelles dans les procédures collectives (*Cession isolée d'actifs*) dossier 28 (mars)
- Reprise interne d'une société en difficulté (*Cession d'entreprise*) dossier 56 (nov.)

Antoine GENESTOUX, avocat

- Le devoir des associés face à l'équilibre des pouvoirs dans les procédures collectives (*Devoir des associés*) alerte 17 (sept.)

Sophie GJIDARA-DECAIX, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas (Paris II), directrice des études de l'IEJ « Pierre Raynaud »

- Bonne foi - Notion et régime (*Conditions relatives au débiteur*) comm. 132 (sept.)
- Débiteur exclu - Qualité du débiteur - Nature des dettes (*Conditions relatives au débiteur*) comm. 133 (sept.)
- Caractérisation de la situation de surendettement - Débiteur propriétaire de sa résidence principale (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) comm. 134 (sept.)
- Décision d'une commission de surendettement : irrecevabilité du pourvoi contre le jugement statuant sur la contestation (*Voies de recours*) comm. 135 (sept.)
- Règles de procédure civile - Principe de la contradiction (*Principe du contradictoire*) comm. 136 (sept.)
- Dettes traitées (*Périmètre*) comm. 137 (sept.)
- Contestation des mesures - Office du juge (*Détermination du « reste à vivre »*) comm. 138 (sept.)
- Défaut de réponse à la proposition d'orientation vers la procédure de rétablissement personnel (*Décision d'orientation*) comm. 139 (sept.)
- Effacement des dettes (*Effets de la clôture*) comm. 140 (sept.)

Nicolas HERZOG, avocat associé, Cabinet Vaughan

- Lancement du portail électronique www.creditors-services.com par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires : le droit des entreprises en difficulté prend le virage du numérique (*Portail électronique*) alerte 21 (nov.)

Stéphane HOAREAU, mandataire judiciaire

- Le rôle du mandataire judiciaire dans les cessions isolées (*Mandataire judiciaire*) dossier 20 (mars)

Caroline HOUIN-BRESSAND, maître de conférences, université de Lorraine

- Les immeubles grevés (*Cession isolée d'actifs*) dossier 27 (mars)

Xavier HUERTAS, président du CNAJMJ

- Les nouvelles avancées du droit européen des entreprises en difficulté (*Droit de l'insolvabilité*) dossier 1 (janv.)
- Les plans : aspects de droit du travail (*Plan*) dossier 44 (mai)
- Lancement du portail électronique www.creditors-services.com par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires : le droit des entreprises en difficulté prend le virage du numérique (*Portail électronique*) alerte 21 (nov.)

Laurence IDOT, professeur à l'université de Paris II (Panthéon-Assas), membre du Collège de l'Autorité de la concurrence

- Reprise d'entreprises en difficulté et droit de la concurrence (*Cession d'entreprise*) dossier 57 (nov.)

Emmanuelle INACIO, doctorante à l'université du Littoral-Côte d'Opale, membre du LARJ

- Des « lignes directrices » pour l'harmonisation du statut de syndic et le droit comparé (*Profession*) dossier 15 (janv.)

David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté (CREDIMI - Laboratoire de droit du sport)

- Les plans et le maintien de l'emploi (*Salariés*) dossier 46 (mai)
- Les salariés, acteurs de la reprise d'entreprise en difficulté (*Reprise d'entreprise*) dossier 54 (nov.)
- Ordre des licenciements dans une entreprise en liquidation judiciaire (*Ordre des licenciements*) comm. 10 (janv.)
- Le contenu du plan de sauvegarde de l'emploi dans une entreprise en difficulté (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) comm. 11 (janv.)
- Homologation du plan de sauvegarde de l'emploi par la Direccte : motivation de la décision (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) comm. 53 (mai)
- Incidence de la cessation d'activité de l'employeur sur le paiement de la contrepartie financière de la clause de non-concurrence (*Indemnisation de la clause de non-concurrence*) comm. 64 (mai)
- Modalités d'indemnisation de la clause de non-concurrence (*Indemnisation de la clause de non-concurrence*) comm. 65 (mai)
- Quand un plafond prend l'eau : à propos des plafonds de garantie de l'AGS (AGS) étude 3 (janv.)
- La loi Macron et le droit social (*Accords de maintien de l'emploi*) étude 17 (sept.)

Morgan JAMET, avocat à la Cour

- La déspecialisation partielle de l'article L. 642-7, alinéa 4, du Code de commerce : Incertitudes et limites (*Bail commercial*) étude 8 (mai)

Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires

- La question de la cession du fonds libéral (*Cession isolée d'actifs*) dossier 24 (mars)
- La situation générale des créanciers dans la préparation du plan (*Plan*) dossier 38 (mai)

Philippe JEANNEROT, administrateur judiciaire, HEC, docteur en droit

- Le choix entre les procédures (*Procédures collectives*) étude 10 (mai)

Frédérique JULIENNE, maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) chron. 1 (juill.)

Fabien KENDÉRIAN, membre de l'IRDAP, maître de conférences HDR à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) chron. 1 (juill.)

Clémence KRIEGK, élève avocate, diplômée de l'ESCP Europe

- Le renouvellement par anticipation de la période d'observation : une voie d'accès aux marchés publics pour les entreprises en difficulté ? (*Marché public*) étude 5 (mars)

Pierre-Michel LE CORRE, professeur à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Droit des difficultés d'entreprises, membre du CERDP (EA 1201)

- Les plans et les cautions (*Plan*) dossier 40 (mai)

Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEPEG (université de Franche-Comté), membre de l'AFDR

- L'administrateur est tenu de s'assurer de l'efficacité de l'assurance de responsabilité décennale du débiteur (*Mission de l'administrateur*) **comm. 19 (mars)**
- Cession d'un contrat de crédit-bail immobilier (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 20 (mars)**
- Conclusion d'un contrat de travail (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 21 (mars)**
- Conversion d'une sauvegarde en redressement judiciaire sur saisine d'office (*Conversion de procédure*) **comm. 22 (mars)**
- Cessation d'activité : conditions d'ouverture d'une procédure collective en cas de changement de mode d'exercice de l'activité, exercice à titre individuel et puis exercice en société (*Ouverture de la procédure*) **comm. 27 (mars)**
- Cessation d'activité par changement de mode d'exercice : conditions d'ouverture d'une procédure collective (*Ouverture de la procédure*) **comm. 28 (mars)**
- Suspension des poursuites individuelles et procédure disciplinaire (*Procédure disciplinaire et procédure collective*) **comm. 29 (mars)**
- Organismes de sécurité sociale des professions libérales : qualification et fait générateur (*Cotisations sociales*) **comm. 30 (mars)**
- Éligibilité du gérant d'EARL aux procédures collectives (*Activité agricole*) **comm. 31 (mars)**
- Couple de débiteurs : conjoint d'agriculteur (*Activité agricole*) **comm. 32 (mars)**
- Cession d'un ensemble immobilier avec DPU (*Liquidation judiciaire*) **comm. 33 (mars)**
- Dessaisissement et qualité pour solliciter des aides (*Liquidation judiciaire*) **comm. 34 (mars)**
- Procédure de désignation d'un administrateur provisoire (*Administrateur provisoire*) **comm. 35 (mars)**
- Syndic en difficulté et détention de fonds pour le compte des copropriétés (*Syndic de copropriété*) **comm. 36 (mars)**
- Mission de l'administrateur (*Gestion et administration de l'entreprise*) **comm. 97 (juill.)**
- Infirmité de la liquidation judiciaire immédiate (*Issue de la période d'observation*) **comm. 98 (juill.)**
- Pouvoir souverain d'appréciation de l'existence des chances sérieuses de redressement (*Issue de la période d'observation*) **comm. 99 (juill.)**
- Les lacunes constatées dans l'examen de la situation de la débitrice justifient la suspension de l'exécution provisoire de la liquidation judiciaire (*Issue de la période d'observation*) **comm. 100 (juill.)**
- Adoption du plan de redressement sans consultation des créanciers (*Issue de la période d'observation*) **comm. 101 (juill.)**
- Société créée de fait entre deux avocats : absence de personnalité juridique (*Conditions d'éligibilité*) **comm. 158 (sept.)**
- Avocat : absence d'éligibilité à la faillite civile d'Alsace-Moselle (*Alsace-Moselle*) **comm. 159 (sept.)**
- Profession réglementée : liquidation judiciaire et exercice d'une activité indépendante (*Situation du professionnel personne physique*) **comm. 160 (sept.)**
- Conditions de recevabilité de l'opposition à contrainte (*Cotisations sociales*) **comm. 161 (sept.)**
- Société coopérative agricole de forme commerciale (*Compétence d'attribution*) **comm. 162 (sept.)**
- Responsabilité du liquidateur qui a réparti le stock de vin sans tenir compte du droit de propriété des apporteurs de raisins (*Apport de raisins à une coopérative*) **comm. 163 (sept.)**
- Plan de redressement - Bail rural - Refus de renouvellement (*Bail rural*) **comm. 164 (sept.)**

- Nouvelles procédures judiciaires applicables aux copropriétés en difficulté (*Loi ALUR - Décret d'application*) **comm. 165 (sept.)**
- Conclusion d'un contrat d'apprentissage : acte de gestion courante ? (*Pouvoirs du débiteur*) **comm. 178 (nov.)**
- La conclusion d'un bail précaire par le débiteur ne constitue pas un acte de gestion courante (*Pouvoirs du débiteur*) **comm. 179 (nov.)**
- Obligation de communiquer l'avis du ministère public et conversion en liquidation judiciaire (*Conversion en liquidation judiciaire*) **comm. 180 (nov.)**
- Critère du redressement manifestement impossible : l'impossibilité de faire face aux besoins de la vie courante du débiteur (*Possibilité sérieuse de redressement*) **comm. 181 (nov.)**
- Absence de recours contre le jugement arrêtant le plan de cession d'un débiteur (*Plan de cession - Voies de recours*) **comm. 182 (nov.)**

Eugénie LECEA, maître de conférences, Centre de droit des affaires de l'université Toulouse 1-Capitole

- Les cessions de biens dans un contexte international (*Cession isolée d'actif*) **dossier 34 (mars)**

Marianne LECÈNE-VILLEMONTAIX, maître de conférences - HDR, membre de l'IRDAP, université de Bordeaux

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

François LEGRAND, mandataire judiciaire, président de l'IFPPC

- Liquidation judiciaire - Répartition des fonds (*Liquidation judiciaire*) **fiche pratique 4 (nov.)**
- Concevoir un plan : est-ce qu'un plan de sauvegarde se prépare comme un plan de redressement ? (*Plan de sauvegarde*) **dossier 48 (mai)**
- Notion de contrat publié au sens de l'article L. 622-24 du Code de commerce : la VEFA (*Avertissement des créanciers*) **comm. 37 (mai)**
- Irrégularité de l'avertissement reproduisant des textes abrogés au lieu des textes applicables (*Avertissement des créanciers*) **comm. 38 (mai)**
- Destinataire de la déclaration - Mention de la qualité de mandataire chargé de la procédure du débiteur (*Déclaration de créance*) **comm. 39 (mai)**
- Effet interruptif de prescription malgré l'annulation de l'ouverture de la liquidation judiciaire (*Déclaration de créance*) **comm. 40 (mai)**
- Formulation de l'admission : admission « outre intérêts » (*Admission des créances*) **comm. 41 (mai)**

Marie-Noëlle LEGRAND, maître de conférences honoraire

- Notion de contrat publié au sens de l'article L. 622-24 du Code de commerce : la VEFA (*Avertissement des créanciers*) **comm. 37 (mai)**
- Irrégularité de l'avertissement reproduisant des textes abrogés au lieu des textes applicables (*Avertissement des créanciers*) **comm. 38 (mai)**
- Destinataire de la déclaration - Mention de la qualité de mandataire chargé de la procédure du débiteur (*Déclaration de créance*) **comm. 39 (mai)**
- Effet interruptif de prescription malgré l'annulation de l'ouverture de la liquidation judiciaire (*Déclaration de créance*) **comm. 40 (mai)**
- Formulation de l'admission : admission « outre intérêts » (*Admission des créances*) **comm. 41 (mai)**

Katja LENZING, administrateur à la DG Justice de la Commission européenne

- La nouvelle définition des procédures d'insolvabilité couvertes par le champ d'application du règlement « Insolvabilité » (*Règlement [CE] n° 1346/2000*) **dossier 3 (janv.)**

Cécile LISANTI, maître de conférences, Centre de droit de l'entreprise, université Montpellier I

- Constitutionnalité des atteintes au droit de propriété du conjoint in bonis (*Conjoint in bonis*) **comm. 75 (mai)**
- Rappel des conditions de la réalisation d'un bien indivis en liquidation judiciaire (*Indivision*) **comm. 76 (mai)**

Armelle LOSTE, FHB

- Vers une amélioration du traitement de l'insolvabilité des groupes (*Groupe de sociétés*) **dossier 8 (janv.)**

Francline MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse 1-Capitole, CDA, codirectrice du CREDIF

- L'alternative à la cession des biens grevés : l'attribution en propriété (*Attribution en propriété*) **dossier 30 (mars)**
- Les créanciers et leurs garanties (*Plan de cession*) **dossier 53 (nov.)**
- L'action tendant à la désignation d'un expert n'est pas soumise à l'arrêt des poursuites (*Désignation d'un expert*) **comm. 102 (juill.)**
- L'action en constatation d'une clause résolutoire acquise au jour du jugement d'ouverture échappe à l'arrêt des poursuites (*Acquisition d'une clause résolutoire*) **comm. 103 (juill.)**
- Acquisition de la clause résolutoire avant le jugement d'ouverture : nécessité d'une mise en oeuvre de la clause dépourvue d'ambiguïté (et irrecevabilité de l'action en paiement) (*Acquisition d'une clause résolutoire*) **comm. 104 (juill.)**
- Possibilité pour un organisme social de délivrance d'une contrainte après le jugement d'ouverture mais impossibilité d'obtention d'une condamnation (*Délivrance d'une contrainte*) **comm. 105 (juill.)**
- Le plan ne met pas fin à l'interdiction des poursuites mais les créanciers recouvrent leur droit de poursuite au terme du plan non résolu (*Plan et arrêt des poursuites*) **comm. 106 (juill.)**
- Plan de sauvegarde et cautions personnes physiques : le bénéfice du plan n'empêche pas la prise de mesures conservatoires (*Cautions personnes physiques*) **comm. 107 (juill.)**
- Interdiction des inscriptions : application aux seules inscriptions d'hypothèques prises en garantie de créances antérieures (*Garantie de créances antérieures*) **comm. 108 (juill.)**

Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé, université Paris Descartes - Sorbonne Paris Cité, CEDAG

- Le sort des biens incorporels grevés de sûretés en cas de cession d'actifs isolés (*Cession isolée d'actif*) **dossier 29 (mars)**

Arlette MARTIN-SERF, professeur à l'université de Bourgogne

- Date de cessation des paiements prise en compte pour apprécier l'omission de la déclaration de cessation des paiements dans le délai légal constitutive d'une faute de gestion (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 67 (mai)**
- Notion d'absence de tenue de comptabilité (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 68 (mai)**
- Faits postérieurs à la décision arrêtant le plan de redressement et antérieurs à l'ouverture d'une liquidation judiciaire après résolution du plan (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 69 (mai)**
- Point de départ du délai de prescription en cas de conversion du redressement en liquidation judiciaire (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 70 (mai)**
- Dommages et intérêts versés par un banquier. Sommes recouvrées dans l'intérêt collectif des créanciers réparties entre les créanciers en tenant compte de leur rang et non au marc le franc (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 71 (mai)**

- Rejets par la banque de chèques portés à l'encaissement. Avances de trésorerie sous forme d'escompte de billets à ordre. Rupture d'un crédit accordé par une autorisation tacite de découvert (non) (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 72 (mai)**
- Apparence d'un découvert tacite indéterminé (non). Responsabilité de la banque pour rupture abusive de crédit (non) (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 73 (mai)**
- Conditions d'annulation des cautionnements pour obtention de garanties disproportionnées (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 74 (mai)**
- Champ d'application : dirigeants d'une personne morale ; exclusion du dirigeant de fait d'une entreprise individuelle (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 186 (nov.)**
- Faute de gestion : insuffisance des apports consentis à une société lors de sa constitution (non) (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 187 (nov.)**
- Existence de l'insuffisance d'actif : insuffisance d'actif certaine en son principe, justifiant une condamnation provisionnelle (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 188 (nov.)**
- Lien de causalité : preuve et exigence de motivation (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 189 (nov.)**
- Cumul de la responsabilité pour insuffisance d'actif avec une condamnation pénale (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 190 (nov.)**
- Prescription de l'action : point de départ du délai de prescription ; point de départ des intérêts légaux (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 191 (nov.)**
- Fichier national des interdictions de gérer créé par la loi Warsmann II du 22 mars 2012 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 192 (nov.)**
- Interdiction de gérer. Loi Macron du 6 août 2015 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 193 (nov.)**
- Condition de la responsabilité d'une banque pour rupture, avant son terme, d'un crédit à durée déterminée. Indemnisation de la caution dirigeant de l'EURL débitrice (non) (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 194 (nov.)**

Thomas MASTRULLO, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1)

- La coopération entre les acteurs intervenant dans les procédures d'insolvabilité après la révision du règlement (CE) n° 1346/2000 (*Procédure d'insolvabilité*) **dossier 7 (janv.)**
- Applicabilité de l'article 13 du règlement (CE) n° 1346/2000 aux actes préjudiciables à l'ensemble des créanciers (*Action révocatoire*) **comm. 87 (juill.)**
- Application des dispositions européennes protectrices des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur au ressortissant d'un pays tiers qualifié de « travailleur salarié » par le droit civil de l'État membre où il exerce son activité (*Protection des salariés*) **comm. 88 (juill.)**
- Champ d'application de la directive 2008/94/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 octobre 2008, relative à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (*Protection des salariés*) **comm. 89 (juill.)**
- Champs d'application respectifs des règlements (CE) n° 44/2001 et (CE) n° 1346/2000 : précisions de la Cour de justice sur le critère à mettre en oeuvre (*Règlements [CE] n° 1346/2000 et n° 44/2001*) **comm. 90 (juill.)**
- Aides d'État : nouvelles lignes directrices de la Commission (*Aides d'État*) **comm. 92 (juill.)**
- Qualité de personne habilitée à demander l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité secondaire au sens de l'article 29, sous b), du règlement (CE) n° 1346/2000 (*Qualité pour agir*) **comm. 93 (juill.)**

- Inscription de la décision d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité principale allemande au livre foncier d'une commune de Moselle (*Publicité de la décision d'ouverture*) **comm. 95 (juill.)**
- Le droit français est compétent pour déterminer la validité de la déclaration de créance effectuée par voie de subdélégation à une procédure d'insolvabilité ouverte en France (*Déclaration de créance*) **comm. 96 (juill.)**
- Précisions sur les conditions d'ouverture d'une procédure secondaire d'insolvabilité (*Procédure secondaire*) **comm. 142 (sept.)**
- Mesures prises par une autorité administrative ou judiciaire au sens de la directive 2001/24 et office du juge en droit international des faillites (*Loi applicable*) **comm. 145 (sept.)**

Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Panthéon-Sorbonne, Paris I

- Un élargissement du champ d'application essentiellement procédural (*Règlement (CE) n° 1346/2000*) **dossier 2 (janv.)**
- 2015 : les réformes se poursuivent, l'incertitude gagne partout... ou presque ! (*Professions*) **repère 1 (janv.)**
- Traitement procédural des groupes de sociétés : la coordination par la contractualisation (*Groupe de sociétés*) **repère 3 (mai)**
- Compétence des tribunaux de commerce et groupes de sociétés (*Compétence*) **repère 5 (sept.)**
- Le nouveau règlement sur les procédures d'insolvabilité est publié... (*Règlement Insolvabilité*) **comm. 86 (juill.)**
- Affaire Nortel : compétence juridictionnelle et droit applicable à la détermination de la localisation des biens (*Liquidation judiciaire - Localisation des biens*) **comm. 91 (juill.)**
- Règle de priorité d'ouverture de la procédure d'insolvabilité principale en cas de saisines judiciaires parallèles (*Pluralité de saisines*) **comm. 94 (juill.)**
- Champ d'application matériel et spatial du règlement (CE) n° 1346/2000 (*Domaine du règlement (CE) n° 1346/2000*) **comm. 141 (sept.)**
- Fraude dans la localisation du centre des intérêts principaux (*Centre des intérêts principaux*) **comm. 143 (sept.)**
- Sanction du défaut d'avertissement des créanciers chirographaires connus d'avoir à déclarer leur créance (*Loi applicable*) **comm. 144 (sept.)**
- Le nouveau règlement européen sur les procédures d'insolvabilité (*Règlement (CE) n° 1346/2000*) **étude 2 (janv.)**
- La localisation des actifs dans les procédures d'insolvabilité : analyse de l'article 2, sous g) du règlement (CE) n° 1346/2000 (*Procédure d'insolvabilité*) **étude 18 (sept.)**

Thierry MÉTEYÉ, Directeur de la Délégation Unedic AGS

- Vers une harmonisation des droits européens. Bilan de l'intervention de l'AGS (*Procédure d'insolvabilité*) **dossier 12 (janv.)**

Marie-Hélène MONSÈRIÉ-BON, professeur université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires

- Cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire (*Cession de fonds de commerce*) **dossier 22 (mars)**
- La reprise d'entreprises en difficulté (*Reprise d'entreprise*) **dossier 50 (nov.)**
- Reprise interne d'une société en difficulté (*Cession d'entreprise*) **dossier 56 (nov.)**

Thierry MONTÉLAN, avocat à la Cour

- Impartialité, droits de l'homme et QPC (*Impartialité*) **étude 13 (juill.)**

Charles MOULLETTE, avocat, cabinet Brown Rudnick, Paris

- Le repreneur : la rédaction des offres de reprise et leur portée (*Plan de cession*) **dossier 51 (nov.)**

Paul OMAR, professeur de droit de l'insolvabilité internationale et comparé, Nottingham Law School, Royaume-Uni

- La coopération entre les juges et les tribunaux : le nouvel enjeu à l'échelle européenne (*Procédures d'insolvabilité*) **étude 22 (nov.)**

Jean-Christophe PAGNUCCO, maître de conférences HDR, université de Caen Basse-Normandie, codirecteur du Master II Droit des affaires/DJCE, Institut Demolombe (EA 967)

- Les associés et le plan de cession (*Plan de cession*) **dossier 43 (mai)**

Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Montpellier

- Liquidation judiciaire - Répartition des fonds (*Liquidation judiciaire*) **fiche pratique 4 (nov.)**
- Les plans et le groupe de sociétés (*Plan*) **dossier 37 (mai)**
- In memoriam Michel Cabrillac (1929-2014) (*Michel Cabrillac*) **alerte 3 (janv.)**

Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP

- Actualité jurisprudentielle (*Actualité jurisprudentielle*) **étude 1 (janv.)**
- **étude 4 (mars)**
- **étude 7 (mai)**
- **étude 11 (juill.)**
- **étude 14 (sept.)**
- **étude 20 (nov.)**

Ronan RAFFRAY, professeur à l'université d'Auvergne

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (*Panorama de jurisprudence*) **chron. 1 (juill.)**

Florence REILLE, maître de conférences à l'université du Sud-Toulon-Var

- Taxe foncière née postérieurement au jugement d'ouverture : première réponse à la question de son caractère privilégié (*Créance postérieure privilégiée*) **comm. 42 (mai)**
- Périmètre du dessaisissement du débiteur associé : une question de qualité et de patrimoine (*Dessaisissement*) **comm. 43 (mai)**
- L'étroite voie de la réparation du préjudice de l'associé, en cas de liquidation judiciaire de la société (*Sort des associés*) **comm. 44 (mai)**

Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707

- Assignation en réunion de patrimoines d'un EIRL en procédure de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce (*EIRL*) **formule 1 (janv.)**
- Demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde faisant suite à une procédure de conciliation avec cession préparée (« prepack cession ») (*Sauvegarde*) **formule 2 (mai)**
- Assignation tendant au report de la date de cessation des paiements dans une procédure de redressement judiciaire (*Cessation des paiements*) **formule 3 (sept.)**
- Les articles 18 et 19 du décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 sont-ils applicables aux procédures du livre VI du Code de commerce ? (*Procédure*) **étude 16 (sept.)**

Patrick ROSSI, magistrat, docteur d'État en droit

- Dispositions de la loi Macron concernant les livres VI et VIII du Code de commerce (*Loi Macron*) **étude 15 (sept.)**
- Quelques observations sur le nouveau portail électronique confié au CNAJMJ (*Portail électronique*) **étude 21 (nov.)**

Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université René Descartes (Paris V) Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG

- Le législateur psychologue (*Projet de loi pour la croissance et l'activité*) **repère 2 (mars)**
- De la DNI à l'insaisissabilité légale (*Déclaration notariée d'insaisissabilité*) **repère 4 (juill.)**

- Stop aux modifications du droit des entreprises en difficulté ! (Ordonnances)..... **repère 6 (nov.)**
- Le nouveau règlement européen sur les procédures d'insolvabilité (Règlement (CE) n° 1346/2000)..... **étude 2 (janv.)**
- Quand un plafond prend l'eau : à propos des plafonds de garantie de l'AGS (AGS)..... **étude 3 (janv.)**

Sophie SABATHIER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole

- La cession dans les différentes procédures : prepack, redressement et liquidation judiciaires (Cession d'entreprise)..... **dossier 55 (nov.)**

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole, codirectrice du Centre de droit des affaires

- Identité des notions de naissance et d'origine : acceptation de l'offre de crédit en matière de crédit immobilier (Naissance et origine de la créance)..... **comm. 109 (juill.)**
- Date de naissance de la créance de dommages et intérêts du conjoint divorcé et de l'indemnité d'occupation (Créance de dommages et intérêts)..... **comm. 110 (juill.)**
- La date de naissance du préjudice d'anxiété est la date de la connaissance du risque (Créance de dommages et intérêts)..... **comm. 111 (juill.)**
- Contrainte de pôle emploi - Créances de sécurité sociale - Créances postérieures utiles si elles sont inhérentes à l'activité (Créances légales)..... **comm. 112 (juill.)**
- La créance de dépens née d'une action postérieure peut être utile si elle consolide le plan adopté ou permet une répartition des sommes dues en liquidation (Créance de dépens et de frais)..... **comm. 113 (juill.)**
- Créances de loyers issues d'un bail d'habitation - Caractère privilégié des dépenses de la vie courante du débiteur personne physique en liquidation judiciaire (Créances contractuelles - Bail)..... **comm. 114 (juill.)**
- Utilité de la créance de réparation de dégradations (non) (Bail d'exploitation)..... **comm. 115 (juill.)**
- Honoraires de l'avocat et du commissaire aux comptes (Créances d'honoraires)..... **comm. 116 (juill.)**
- Recherche de la contreprestation fournie au débiteur : reprise de malfaçons, absence d'utilité (Notion de contreprestation)..... **comm. 117 (juill.)**
- La date de naissance des créances afférentes à un marché public est celle de l'arrêté des comptes (Marché public)..... **comm. 118 (juill.)**
- La créance de restitution ne naît pas d'une prestation fournie au débiteur (Créances de restitution)..... **comm. 119 (juill.)**

Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, directeur de l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (Panorama de jurisprudence)..... **chron. 1 (juill.)**
- Les plans et les associés (Plan)..... **dossier 41 (mai)**
- Les associés et le plan de continuation (Plan de continuation)..... **dossier 42 (mai)**

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV

- Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté (Panorama de jurisprudence)..... **chron. 1 (juill.)**

Marc SÉNÉCHAL, mandataire judiciaire, SCP BTSG, président d'honneur du CNAJMJ

- L'harmonisation du statut de syndic et le modèle français (Professions)..... **dossier 14 (janv.)**

Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse 1-Capitole, membre du CDA

- Confusion sur la notion d'instance en cours (Autorité de chose jugée)..... **comm. 183 (nov.)**
- Sanction du jugement rendu après reprise irrégulière de l'instance en cours (Reprise d'instance)..... **comm. 184 (nov.)**
- Péremption et radiation d'une instance en cours : compétence et conséquences (Péremption et radiation)..... **comm. 185 (nov.)**

François TAQUET, professeur de Droit social (IESEG, ESCEM, Skema BS), avocat, conseil en Droit social, Conseiller scientifique du réseau GESICA

- Absence de motif économique : réorganisation destinée à optimiser la rentabilité de l'entreprise (Caractère économique du licenciement)..... **comm. 2 (janv.)**
- Appréciation du motif économique : prise en compte d'éléments postérieurs à la date du licenciement (Caractère économique du licenciement)..... **comm. 3 (janv.)**
- Conséquence de l'absence de motif économique du licenciement : absence de cause de la CRP et remboursement des indemnités chômage (Convention de reclassement personnalisée)..... **comm. 4 (janv.)**
- Départs volontaires et plan de sauvegarde de l'emploi (Départs volontaires)..... **comm. 5 (janv.)**
- Contenu des propositions de reclassement (Obligation de reclassement)..... **comm. 6 (janv.)**
- Licenciement économique pour cessation d'activité d'une entreprise d'un salarié déclaré temporairement inapte (Obligation de reclassement)..... **comm. 7 (janv.)**
- Contrôle du juge sur les critères d'ordre des licenciements retenus par l'employeur (Ordre des licenciements)..... **comm. 8 (janv.)**
- L'employeur doit indiquer au salarié les critères retenus pour le licencier même s'il s'agit d'un licenciement individuel pour motif économique (Ordre des licenciements)..... **comm. 9 (janv.)**
- Absence du salarié régulièrement convoqué à un entretien préalable (Procédure de licenciement)..... **comm. 12 (janv.)**
- Convention de reclassement personnalisée : obligation d'informer le salarié sur les motifs économiques du licenciement (Procédure de licenciement)..... **comm. 13 (janv.)**
- Motivation de la lettre de licenciement : licenciement fondé sur les difficultés économiques (Procédure de licenciement)..... **comm. 14 (janv.)**
- Signature de la lettre de licenciement par une personne étrangère à l'entreprise (Procédure de licenciement)..... **comm. 15 (janv.)**
- Il ne faut pas confondre notification du motif économique dans le cadre d'un contrat de sécurisation professionnelle et notification du licenciement (Contrat de sécurisation professionnelle)..... **comm. 45 (mai)**
- Absence de remise des documents : préjudice devant être réparé (Licenciement)..... **comm. 46 (mai)**
- Contestation du licenciement économique : champ d'application du délai de prescription de l'article L. 1235-7 du Code du travail (Licenciement économique)..... **comm. 47 (mai)**
- Licenciement économique d'un salarié en arrêt de travail à la suite d'un accident du travail (Licenciement économique)..... **comm. 49 (mai)**
- Procédure de modification du contrat de travail pour motif économique : délai et contenu de la lettre de notification (Modification du contrat de travail)..... **comm. 50 (mai)**
- Motivation de la lettre de licenciement et cessation d'activité (Motivation de la lettre de licenciement)..... **comm. 51 (mai)**
- Licenciement économique : absence de cause réelle et sérieuse en raison de l'omission de certaines

propositions de reclassement (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 52 (mai)
• Délai entre la lettre de convocation et la tenue de l'entretien préalable (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 54 (mai)
• Qualité pour signer la lettre de licenciement : absence de pouvoir du signataire (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 55 (mai)
• Rupture conventionnelle : contentieux et solutions (<i>Rupture conventionnelle</i>).....	comm. 56 (mai)
• Conditions de la garantie de l'AGS en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 60 (mai)
• Utilisation de la langue française : principe et tempéraments (<i>Langue française</i>).....	comm. 146 (sept.)
• Preuve de l'existence d'un lien de subordination (<i>Preuve du contrat de travail</i>).....	comm. 147 (sept.)
• La preuve du paiement des salaires incombe à l'employeur (<i>Preuve du paiement des salaires</i>).....	comm. 148 (sept.)
• Distinction entre la cessation totale et la cessation partielle d'activité de l'employeur (<i>Caractère économique du licenciement</i>).....	comm. 149 (sept.)
• Délivrance tardive du certificat de travail et d'une attestation destinée à Pôle emploi (<i>Documents de fin de contrat</i>).....	comm. 150 (sept.)
• Justification du caractère économique du licenciement (<i>Motivation de la lettre de licenciement</i>).....	comm. 151 (sept.)
• Étendue des obligations de l'employeur (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 152 (sept.)
• Obligation de reclassement et volonté présumée du salarié (<i>Obligation de reclassement</i>).....	comm. 153 (sept.)
• Sanction du non-respect des règles relatives à l'ordre des licenciements (<i>Ordre des licenciements</i>).....	comm. 154 (sept.)
• Absence de motivation de la lettre de convocation à l'entretien préalable (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 155 (sept.)
• Sanction du non-respect du délai de cinq jours entre la présentation de la lettre de convocation et l'entretien préalable (<i>Procédure de licenciement</i>).....	comm. 156 (sept.)
• Conditions de prise en charge des indemnités de licenciement par l'AGS en cas de liquidation judiciaire (<i>Garantie des salaires</i>).....	comm. 157 (sept.)

Georges TBOUL, avocat à la cour d'appel de Paris

• La cessation des paiements : un critère malmené mais vivace (<i>Cessation des paiements</i>).....	étude 6 (mars)
---	-----------------------

Jérôme THEETEN, président d'honneur du CNAJMJ, maître de conférences à l'université de Lille 2, mandataire judiciaire

• Vers un droit européen de l'insolvabilité ? (<i>Procédure d'insolvabilité</i>).....	dossier 11 (janv.)
---	---------------------------

Julien THÉRON, Professeur à l'université de Toulouse I

• Le rôle du juge-commissaire dans les cessions isolées (<i>Juge-commissaire</i>).....	dossier 19 (mars)
• Les actes de cession et difficultés d'exécution. Analyse juridique (<i>Plan de cession</i>).....	dossier 59 (nov.)

Philippe THOLLET, diplômé administrateur judiciaire

• Les actes de cession et les difficultés d'exécution. Point de vue du praticien (<i>Plan de cession</i>).....	dossier 60 (nov.)
--	--------------------------

Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, CEDCACE (EA 3457)

• Les cocontractants dans l'actualité : des acteurs de la reprise d'entreprise ? (<i>Plan de cession</i>).....	dossier 52 (nov.)
--	--------------------------

Régis VABRES, professeur de droit privé à l'université de Bourgogne

• Recours contre le codébiteur solidaire : absence de suspension de la prescription (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 16 (janv.)
• Créances nées pour les besoins du déroulement de la procédure : créance de taxe foncière (non) (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 17 (janv.)
• Remboursement des créances de carry-back et ouverture d'une procédure collective (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 18 (janv.)
• Répartition des compétences entre le juge administratif et le juge de la procédure collective (<i>Compétence</i>).....	comm. 195 (nov.)
• Entreprise en liquidation : déclaration de résultat et intégration fiscale (<i>Liquidation judiciaire</i>).....	comm. 196 (nov.)
• Cession de l'entreprise (<i>Liquidation judiciaire</i>).....	comm. 197 (nov.)
• Recouvrement de pénalités fiscales (<i>Liquidation judiciaire</i>).....	comm. 198 (nov.)

Jocelyne VALLANSAN, professeur, conseiller à la Cour de cassation

• La réalisation des actifs hors procédure (<i>Réalisation de l'actif</i>).....	dossier 35 (mars)
• Le plan, les plans, quels plans ? (propos introductifs) (<i>Plan</i>).....	dossier 36 (mai)

Jean-Luc VALLENS, magistrat, ancien professeur associé à l'université Robert-Schuman (Strasbourg)

• L'amélioration des droits des créanciers (<i>Procédure d'insolvabilité</i>).....	dossier 6 (janv.)
• Nouvelles avancées du droit européen des entreprises en difficulté : synthèse (<i>Règlement (CE) n° 1346/2000</i>).....	dossier 17 (janv.)
• Le droit français de l'insolvabilité : des signes encourageants pour la Banque mondiale (<i>Doing Business</i>).....	alerte 1 (janv.)

Béatrice VEYSSIÈRE, responsable du service juridique de l'AGS

• Les plans et la situation financière des salariés (<i>Plan</i>).....	dossier 45 (mai)
--	-------------------------

Denis VOINOT, professeur à l'université Lille - professeur invité à la KU Leuven (Kulak), codirecteur du Centre René Demogue - CRD & P

• Cession de sites pollués (<i>Cession isolée d'actifs</i>).....	dossier 26 (mars)
--	--------------------------

Claude-Maxime WEIL, administrateur judiciaire

• Remarques d'un praticien : de quelques situations susceptibles d'être appréhendées par le nouveau règlement (<i>Procédure d'insolvabilité</i>).....	dossier 5 (janv.)
---	--------------------------

Accords de maintien de l'emploi

- **La loi Macron et le droit social**,
par David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté (CREDIMI - Laboratoire de droit du sport) et Laurence FIN-LANGER, professeur à l'université de Caen, Institut Demolombe, EA967..... **étude 17 (sept.)**

Actualité jurisprudentielle

- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 1 (janv.)**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 4 (mars)**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 7 (mai)**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 11 (juill.)**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 14 (nov.)**
- **Actualité jurisprudentielle**,
par Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP..... **étude 20 (nov.)**

AGS

- **Quand un plafond prend l'eau : à propos des plafonds de garantie de l'AGS**,
par Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université René Descartes (Paris V) Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG et David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté (CREDIMI - Laboratoire de droit du sport)..... **étude 3 (janv.)**

Attribution en propriété

- **L'alternative à la cession des biens grevés : l'attribution en propriété**,
par Francine MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse I Capitole..... **dossier 30 (mars)**

Bail commercial

- **La déspecialisation partielle de l'article L. 642-7, alinéa 4, du Code de commerce : Incertitudes et limites**,
par Morgan JAMET, avocat à la Cour..... **étude 8 (mai)**

Cessation des paiements

- **La cessation des paiements : un critère malmené mais vivace**,
par Georges TBOUL, avocat à la cour d'appel de Paris..... **étude 6 (mars)**

Cession d'actif

- **Cessions d'actifs en procédures collectives : techniques à la disposition de l'administrateur**,
par Jean BARON, administrateur judiciaire..... **dossier 21 (mars)**

Cession de fonds de commerce

- **Cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire**,
par Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires et Béatrice AMIZET, mandataire judiciaire..... **dossier 22 (mars)**
- **Le sort du prix de cession du fonds de commerce en liquidation judiciaire**,
par Yann BRANCO FERNANDES, docteur en droit, mandataire judiciaire stagiaire, SELARL Brenac & Associés et Alix BRENAC, mandataire judiciaire associé, SELARL Brenac & Associés..... **dossier 23 (mars)**

Cession d'entreprise

- **La cession dans les différentes procédures : prepack, redressement et liquidation judiciaires**,
par Sophie SABATHIER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole et Christian CAVIGLIOLI, Administrateur judiciaire..... **dossier 55 (nov.)**
- **Reprise interne d'une société en difficulté**,
par Antoine GAUDEMET, agrégé des Facultés de droit, professeur à l'université Paris 2, Panthéon-Assas et Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires..... **dossier 56 (nov.)**
- **Reprise d'entreprises en difficulté et droit de la concurrence**,
par Laurence IDOT, professeur à l'université de Paris II (Panthéon-Assas), membre du Collège de l'Autorité de la concurrence..... **dossier 57 (nov.)**
- **Les habits neufs du régime fiscal de la reprise d'une entreprise en difficulté**,
par Gilles DEDEURWAERDER, maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole..... **dossier 58 (nov.)**

Cession isolée d'actif

- **Le sort des biens incorporels grevés de sûretés en cas de cession d'actifs isolés**,
par Nathalie MARTIAL-BRAZ, professeur de droit privé, université Paris Descartes - Sorbonne Paris Cité, CEDAG..... **dossier 29 (mars)**
- **La multiplication des obstacles à la cession**,
par Nicolas BORGA, professeur à l'université Lyon 3..... **dossier 31 (mars)**
- **La multiplication des obstacles à la cession**,
par Évelyne GALL-HENG, mandataire judiciaire, présidente d'honneur du CNAJMJ..... **dossier 32 (mars)**
- **Les cessions de biens dans un contexte international**,
par Eugénie LECEA, maître de conférences, Centre de droit des affaires de l'université Toulouse 1-Capitole..... **dossier 34 (mars)**

Cession isolée d'actifs

- **La question de la cession du fonds libéral**,
par Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires..... **dossier 24 (mars)**
- **La cession isolée du contrat de bail commercial**,
par Marie-Pierre DUMONT-LEFRAND, professeur à la faculté de droit de Montpellier..... **dossier 25 (mars)**
- **Cession de sites pollués**,
par Denis VOINOT, professeur à l'université Lille - professeur invité à la KU Leuven (Kulak), codirecteur du Centre René Demogue - CRD & P..... **dossier 26 (mars)**
- **Les immeubles grevés**,
par Caroline HOUIN-BRESSAND, maître de conférences, université de Lorraine..... **dossier 27 (mars)**
- **La cession des biens meubles corporels grevés de sûretés réelles dans les procédures collectives**,
par Antoine GAUDEMET, agrégé des Facultés de droit, professeur à l'université Paris 2, Panthéon-Assas..... **dossier 28 (mars)**
- **Cessions et réseaux de distribution**,
par Danièle BRIAND, maître de conférences à l'université Rennes 1, avocat à la cour..... **dossier 33 (mars)**

Droit des entreprises en difficulté

- **L'harmonisation des droits des entreprises en difficulté dans l'Union européenne : des avancées réelles mais encore trop modestes**,
par Daniel FASQUELLE, professeur agrégé des universités, doyen honoraire de la faculté de droit de l'ULCO, membre du LARJ..... **dossier 9 (janv.)**

Groupe de sociétés

- **Vers une amélioration du traitement de l'insolvabilité des groupes,**
par Hélène BOURBOULOUX, administrateur judiciaire, FHB et Armelle LOSTE, FHB..... dossier 8 (janv.)

Impartialité

- **Impartialité, droits de l'homme et QPC,**
par Thierry MONTÉLAN, avocat à la Cour..... étude 13 (juill.)

Interdiction de gérer

- **« Beau temps » pour le dirigeant incompétent !,**
par Christophe DELATTRE, magistrat, vice-procureur à Valenciennes..... étude 19 (sept.)

Juge-commissaire

- **Le rôle du juge-commissaire dans les cessions isolées,**
par Julien THÉRON, Maître de conférences à l'université de Toulouse I..... dossier 19 (mars)

Loi Macron

- **Dispositions de la loi Macron concernant les livres VI et VIII du Code de commerce,**
par Patrick ROSSI, magistrat, docteur d'État en droit, chef du bureau du droit de l'économie des entreprises..... étude 15 (sept.)

Mandataire judiciaire

- **Le rôle du mandataire judiciaire dans les cessions isolées,**
par Stéphane HOAREAU, mandataire judiciaire..... dossier 20 (mars)

Marché public

- **Le renouvellement par anticipation de la période d'observation : une voie d'accès aux marchés publics pour les entreprises en difficulté ?,**
par Clémence KRIEGK, élève avocate, diplômée de l'ESCP Europe et Éric ÉTIENNE-MARTIN, administrateur judiciaire, AJ Partenaires, président d'honneur de l'IFPPC..... étude 5 (mars)

Panorama de jurisprudence

- **Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté,**
par Frédérique JULIENNE, maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, Fabien KENDÉRIAN, membre de l'IRDAP, maître de conférences HDR à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Ronan RAFFRAY, professeur à l'université d'Auvergne, Laura SAUTONIE-LAGUIONIE, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, Marianne LECÈNE-VILLEMONTÉIX, maître de conférences - HDR, membre de l'IRDAP, université de Bordeaux et Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, directeur de l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP..... chon. 1 (juill.)

Période d'observation

- **La période d'observation, une notion temporelle à l'acception atemporelle,**
par Geoffroy BERTHELOT, mandataire judiciaire, SELARL MJ SYNERGIE, maître de conférences, école de droit de Sciences Po Paris..... étude 9 (mai)

Plan

- **Les plans et le groupe de sociétés,**
par Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Montpellier..... dossier 37 (mai)
- **La situation générale des créanciers dans la préparation du plan,**
par Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires..... dossier 38 (mai)

- **Le sort des créanciers munis de sûretés réelles,**
par Pierre CAGNOLI, maître de conférences HDR, faculté de droit de l'université de Caen, Institut Demolombe..... dossier 39 (mai)

- **Les plans et les cautions,**
par Pierre-Michel LE CORRE, professeur à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Droit des difficultés d'entreprises, membre du CERDP (EA 1201)..... dossier 40 (mai)

- **Les plans et les associés,**
par Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP..... dossier 41 (mai)

- **Les plans : aspects de droit du travail,**
par Xavier HUERTAS, administrateur judiciaire, président du CNAJMJ..... dossier 44 (mai)

- **Les plans et la situation financière des salariés,**
par Béatrice VEYSSIÈRE, responsable du service juridique de l'AGS..... dossier 45 (mai)

- **Les représentants du personnel et les plans,**
par Laurence FIN-LANGER, maître de conférences à l'université de Caen, Institut Demolombe, EA967..... dossier 47 (mai)

- **Les représentants du personnel et les plans,**
par Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis (CERDP EA 1201)..... dossier 47 (mai)

- **Concevoir un plan : contenu et efficacité du plan,**
par Robert APÉRY, avocat au Barreau de Caen..... dossier 49 (mai)

Plan de cession

- **Les associés et le plan de cession,**
par Jean-Christophe PAGNUCCO, maître de conférences HDR, université de Caen Basse-Normandie, codirecteur du Master II Droit des affaires/DJCE, Institut Demolombe (EA 967)..... dossier 43 (mai)

- **Le repreneur : la rédaction des offres de reprise et leur portée,**
par Charles MOULETTE, avocat, cabinet Brown Rudnick, Paris..... dossier 51 (nov.)

- **Les cocontractants dans l'actualité : des acteurs de la reprise d'entreprise ?,**
par Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, CEDCACE (EA 3457)..... dossier 52 (nov.)

- **Les créanciers et leurs garanties,**
par Francine MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse I Capitole, CDA, codirectrice du CREDIF..... dossier 53 (nov.)

- **Les actes de cession et difficultés d'exécution. Analyse juridique,**
par Julien THÉRON, Professeur à l'université de Toulouse 1-Capitole..... dossier 59 (nov.)

- **Les actes de cession et les difficultés d'exécution. Point de vue du praticien,**
par Philippe THIOLLET, diplômé administrateur judiciaire..... dossier 60 (nov.)

Plan de continuation

- **Les associés et le plan de continuation,**
par Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP..... dossier 42 (mai)

Plan de sauvegarde

- **Concevoir un plan : est-ce qu'un plan de sauvegarde se prépare comme un plan de redressement ?,**
par François LEGRAND, mandataire judiciaire, président de l'IFPPC..... dossier 48 (mai)

Portail électronique

- **Quelques observations sur le nouveau portail électronique confié au CNAJMJ,**
par Patrick ROSSI, magistrat, docteur d'État en droit..... étude 21 (nov.)

Procédure

- **Les articles 18 et 19 du décret n° 2015-282 du 11 mars 2015 sont-ils applicables aux procédures du livre VI du Code de commerce ?**, par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... étude 16 (sept.)

Procédure d'insolvabilité

- **Remarques d'un praticien : de quelques situations susceptibles d'être appréhendées par le nouveau règlement**, par Claude-Maxime WEIL, administrateur judiciaire..... dossier 5 (janv.)
- **L'amélioration des droits des créanciers**, par Jean-Luc VALLENS, magistrat, ancien professeur associé à l'université Robert-Schuman (Strasbourg)..... dossier 6 (janv.)
- **La coopération entre les acteurs intervenant dans les procédures d'insolvabilité après la révision du règlement (CE) n° 1346/2000**, par Thomas MASTRULLO, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1)..... dossier 7 (janv.)
- **Vers un droit européen de l'insolvabilité ?**, par Jérôme THEETTEN, président d'honneur du CNAJM, maître de conférences à l'université de Lille 2, mandataire judiciaire..... dossier 11 (janv.)
- **Vers une harmonisation des droits européens. Bilan de l'intervention de l'AGS**, par Thierry MÉTEYÉ, Directeur de l'AGS..... dossier 12 (janv.)
- **La localisation des actifs dans les procédures d'insolvabilité : analyse de l'article 2, sous g) du règlement (CE) n° 1346/2000**, par Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I)..... étude 18 (nov.)

Procédures collectives

- **Bankruptcy and second chance for honest failed entrepreneurs - the policy of the European Commission**, par Marko CURAVIC, chef d'unité à la Commission européenne, DG GROWTH..... dossier 10 (janv.)
- **Le choix entre les procédures**, par Philippe JEANNEROT, administrateur judiciaire, HEC, docteur en droit..... étude 10 (mai)

Procédures d'insolvabilité

- **La coopération entre les juges et les tribunaux : le nouvel enjeu à l'échelle européenne**, par Paul OMAR, professeur de droit de l'insolvabilité internationale et comparé, Nottingham Law School, Royaume-Uni..... étude 22 (nov.)

Profession

- **Des « lignes directrices » pour l'harmonisation du statut de syndic et le droit comparé**, par Emmanuelle INACIO, doctorante à l'université du Littoral-Côte d'Opale, membre du LARJ..... dossier 15 (janv.)

Professions

- **Les professionnels, pivots des procédures transfrontalières**, par Marc ANDRÉ, mandataire judiciaire à Nîmes, vice-président du CNAJM..... dossier 13 (janv.)
- **L'harmonisation du statut de syndic et le modèle français**, par Marc SÉNÉCHAL, mandataire judiciaire, SCP BTSG, président d'honneur du CNAJM..... dossier 14 (janv.)

- **Une volonté commune d'harmonisation du statut des professionnels**, par Marc ANDRÉ, mandataire judiciaire à Nîmes, vice-président du CNAJM..... dossier 16 (janv.)

Question prioritaire de constitutionnalité

- **Le Livre VI du Code de commerce en son miroir constitutionnel**, par Thierry FAVARIO, maître de conférences, université Jean Moulin Lyon 3..... étude 12 (juill.)

Réalisation de l'actif

- **La réalisation des actifs hors procédure**, par Jocelyne VALLANSAN, conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation, CDRP Unicaen..... dossier 35 (mars)

Règlement (CE) n° 1346/2000

- **Le nouveau règlement européen sur les procédures d'insolvabilité**, par Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université René Descartes (Paris V) Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG, Reinhard DAMMANN, avocat associé, Clifford Chance, chargé de cours à Sciences-po et à l'École de droit de la Sorbonne (Paris I) et Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Panthéon-Sorbonne, Paris I..... étude 2 (janv.)
- **Un élargissement du champ d'application essentiellement procédural**, par Michel MENJUCQ, professeur à l'École de droit de la Sorbonne, université Panthéon-Sorbonne, Paris I..... dossier 2 (janv.)
- **La nouvelle définition des procédures d'insolvabilité couvertes par le champ d'application du règlement « Insolvabilité »**, par Katja LENZING, administrateur à la DG Justice de la Commission européenne..... dossier 3 (janv.)
- **Les groupes et les procédures de pré-insolvency : le signe d'un changement de nature du nouveau règlement insolvabilité ?**, par Yves BRULARD, chargé d'enseignement (certificat universitaire mandataire de crise) CEFIAD-UCL, expert privé de la Commission Professionnel de l'insolvabilité (liquidateur), DBB et Simon & associés avocats aux barreaux de Paris-Bruxelles et Mons..... dossier 4 (janv.)
- **Nouvelles avancées du droit européen des entreprises en difficulté : synthèse**, par Jean-Luc VALLENS, magistrat, ancien professeur associé à l'université Robert-Schuman (Strasbourg)..... dossier 17 (janv.)

Reprise d'entreprise

- **Les salariés, acteurs de la reprise d'entreprise en difficulté**, par Laurence FIN-LANGER, professeur à l'université de Caen, Institut Demolombe, EA967 et David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté (CREDIMI - Laboratoire de droit du sport)..... dossier 54 (nov.)

Salariés

- **Les plans et le maintien de l'emploi**, par David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne (CREDIMI) et Christine GAILHBAUD, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis (CERDP EA 1201)..... dossier 46 (mai)

A

ABSENCE DE TENUE DE COMPTABILITÉ

Notion..... comm. 68 (mai)

ACCORDS DE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Loi Macron..... étude 17 (sept.)

ACTE DE GESTION COURANTE

Bail précaire..... comm. 179 (nov.)

Conclusion d'un contrat de travail
Insertion d'une clause d'indemnité de
rupture..... comm. 1 (janv.)

Contrat d'apprentissage..... comm. 178 (nov.)

ACTE DE GESTION ÉTRANGER À LA GESTION COURANTE

Cession d'un contrat
Contrat de crédit-bail immobilier..... comm. 20 (mars)

Contrat de travail
Sanction..... comm. 21 (mars)

ACTION EN REMBOURSEMENT DE COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ

Dessaisissement..... comm. 43 (mai)

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Banqueroute
Cumul d'actions
Cumul des condamnations..... comm. 190 (nov.)

Cessation des fonctions du dirigeant..... comm. 191 (nov.)

Champ d'application
Dirigeant de personne morale
Exclusion du dirigeant de fait
d'une entreprise individuelle..... comm. 186 (nov.)

Faute de gestion
Insuffisance des apports..... comm. 187 (nov.)

Lien de causalité
Preuve..... comm. 189 (nov.)

Insuffisance d'actif certaine dans son prin-
cipe
Condamnation provisionnelle
Imprécision dans le calcul du
quantum..... comm. 188 (nov.)

Prescription
Point de départ du délai..... comm. 191 (nov.)

ACTION EN RESTITUTION

Caractère facultatif
Vente d'un stock de vin
Responsabilité du liquidateur..... comm. 163 (nov.)

ACTION PAULIENNE

Acte frauduleux
Éléments constitutifs..... comm. 123 (juill.)

AGS
Accord d'entreprise frauduleux..... comm. 122 (juill.)

Conditions d'exercice..... comm. 123 (juill.)

ACTION RÉVOCATOIRE

Compétence..... comm. 87 (juill.)

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 août-15 octobre 2015..... étude 20 (nov.)

15 avril-15 juin 2015..... étude 11 (juill.)

15 décembre 2014-15 février 2015..... étude 4 (mars)

15 février-15 avril 2015..... étude 7 (mai)

15 juin-15 août 2015..... étude 14 (nov.)

15 octobre-15 décembre 2014..... étude 1 (janv.)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Mission
Contrat d'assurance..... comm. 19 (mars)

Responsabilité
Mission d'assistance
Contrat d'assurance..... comm. 19 (mars)

Rôle

Cession d'actif..... étude 21 (mars)

ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Commission nationale d'inscription et de dis-
cipline

Fusion..... alerte 6 (mars)

Projet de loi Macron..... autre 2 (janv.)

ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Période d'observation

Acte de gestion courante
Conclusion d'un contrat de travail
et insertion d'une clause
d'indemnité de rupture..... comm. 1 (janv.)

Pouvoirs du débiteur

Acte de gestion courante
Bail précaire..... comm. 179 (nov.)

Contrat d'apprentissage..... comm. 178 (nov.)

ADMISSION DES CRÉANCES

Créance de cotisation sociale

Remise de plein droit
Remise facultative..... comm. 30 (mars)

Instance en cours

Radiation
Pouvoir du juge-commissaire..... comm. 80 (juill.)

AGS

Action paulienne

Accord d'entreprise frauduleux..... comm. 122 (juill.)

Plafond de la garantie

Créances des organismes sociaux..... étude 3 (janv.)

Plan..... dossier 45 (mai)

Rapport d'activité..... alerte 14 (juill.)

Refus de garantie

Indemnité de licenciement
Non-respect du délai de quinze
jours..... comm. 157 (sept.)

AIDE AUX AGRICULTEURS

Qualité pour former la demande

Liquidation judiciaire
Dessaisissement..... comm. 34 (mars)

AIDES D'ÉTAT

Lignes directrices..... comm. 92 (juill.)

Reprise d'entreprise en difficulté..... dossier 58 (nov.)

ALSACE-MOSELLE

Profession libérale

Inéligibilité à la faillite civile..... comm. 159 (sept.)

ANNONCES LÉGALES

Modernisation..... alerte 12 (mai)

APPEL-NULLITÉ

Qualité pour agir

Plan de cession
Comité d'entreprise..... comm. 84 (juill.)

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Action en constatation de l'acquisition d'une clause résolutoire

Clause résolutoire acquise au jour du
jugement d'ouverture..... comm. 103 (juill.)

Mise en oeuvre ambiguë..... comm. 104 (juill.)

Action en désignation d'un expert..... comm. 102 (juill.)

Adoption du plan

Plan de redressement ou de continuation..... comm. 106 (juill.)

Clause résolutoire

Action en fixation des sommes dues
Procédure de vérification des
créances..... comm. 104 (juill.)

Créance sociale

Délivrance d'une contrainte

Absence de condamnation au paiement.....	comm. 105 (juill.)
Plan de sauvegarde	
Mesures conservatoires contre la caution	
Obtention d'un titre exécutoire.....	comm. 107 (juill.)

ASSIGNATION EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Cessation d'activité à titre individuel	
Exercice en société	
Conditions d'ouverture de la procédure.....	comm. 27 (mars)
.....	comm. 28 (mars)

ASSOCIÉ

Action en réparation d'un préjudice distinct	
Notion de préjudice distinct du préjudice social	
Liquidation judiciaire.....	comm. 44 (mai)
Plan	dossier 41 (mai)
Plan de cession	dossier 43 (mai)
Plan de continuation	dossier 42 (mai)

ATTRIBUTION EN PROPRIÉTÉ	dossier 30 (mars)
---------------------------------------	-------------------

AVERTISSEMENT DES CRÉANCIERS

Irrégularité	
Sanction.....	comm. 82 (juill.)
Mention de textes abrogés	
Caractère suffisamment informatif de l'avertissement.....	comm. 38 (mai)

B

BAIL COMMERCIAL

Cession isolée d'actifs	dossier 25 (mars)
Plan de cession	
Désécialisation partielle.....	étude 8 (mai)

BAIL RURAL

Congé à raison de l'âge du preneur	
Plan de redressement en cours.....	comm. 164 (sept.)

BIEN INDIVIS

Inaliénabilité temporaire	
Droits des coindivisaires	
Partage.....	comm. 77 (mai)
Réalisation de l'actif	
Adjudication amiable	
Autorisation du juge-commissaire.....	comm. 76 (mai)

BPIFRANCE

Transmission des données	alerte 15 (juill.)
---------------------------------------	--------------------

C

CAISSE DE GARANTIE	table ronde 3 (sept.)
---------------------------------	-----------------------

CAUTION

Plan	dossier 40 (mai)
Plan de sauvegarde	
Mesures conservatoires	
Obtention d'un titre exécutoire.....	comm. 107 (juill.)
Responsabilité du banquier	
Rupture de crédit	
Préjudice du débiteur principal.....	comm. 194 (nov.)

CAUTIONNEMENT

Nullité	
Garanties disproportionnées.....	comm. 74 (mai)

CENTRE DES INTÉRÊTS PRINCIPAUX

Fraude à la localisation	
Sanction	
Reprise des poursuites individuelles.....	comm. 143 (sept.)

CESSATION DES PAIEMENTS

Effet	étude 6 (mars)
Notion	étude 6 (mars)

Omission de déclaration

Date à prendre en compte.....	comm. 67 (mai)
-------------------------------	----------------

Report de la date

Assignation	
Formule.....	formule 3 (sept.)
Délai pour agir.....	comm. 120 (juill.)

CESSION

Immeuble

Autorisation du juge-commissaire	
Vente parfaite.....	comm. 24 (mars)

CESSION D'ACTIF

Administrateur judiciaire	
Rôle.....	dossier 21 (mars)

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Indemnités de congés payés	
Charges augmentatives du prix	
Droits d'enregistrement.....	comm. 197 (nov.)
Prix de cession	dossier 23 (mars)

CESSION D'ENTREPRISE

Actes d'exécution	dossier 55 (nov.)
.....	dossier 59 (nov.)
.....	dossier 60 (nov.)
.....	dossier 57 (nov.)
Droit de la concurrence	
Régime fiscal	
Reprise interne	
Salariés	
.....	dossier 56 (nov.)
.....	dossier 54 (nov.)

CESSION FORCÉE

alerte 17 (sept.)

CESSION ISOLÉE D'ACTIF

Bail commercial	dossier 18 (mars)
Bien incorporel grevé de sûreté	dossier 25 (mars)
Bien incorporel grevé de sûreté	dossier 29 (mars)
Biens successoraux	dossier 31 (mars)
.....	dossier 32 (mars)
.....	dossier 31 (mars)
.....	dossier 32 (mars)
.....	dossier 32 (mars)
Clause d'inaliénabilité	dossier 31 (mars)
.....	dossier 33 (mars)
Contrat de distribution	dossier 33 (mars)
Déclaration notariée d'insaisissabilité	dossier 31 (mars)
.....	dossier 32 (mars)

Élément d'extranéité

Loi applicable.....	dossier 34 (mars)
---------------------	-------------------

Fonds libéral	dossier 24 (mars)
----------------------------	-------------------

Franchise	dossier 33 (mars)
------------------------	-------------------

Immeuble grevé de sûreté	dossier 27 (mars)
---------------------------------------	-------------------

Juge-commissaire	
-------------------------	--

Rôle.....	dossier 19 (mars)
-----------	-------------------

Mandataire judiciaire	
------------------------------	--

Rôle.....	dossier 20 (mars)
-----------	-------------------

Meuble corporel grevé de sûreté réelle	dossier 28 (mars)
---	-------------------

Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil	dossier 34 (mars)
---	-------------------

Site pollué	dossier 26 (mars)
--------------------------	-------------------

CIRI	comm. 168 (nov.)
-------------------	------------------

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

Contrepartie financière

Garantie AGS.....	comm. 64 (mai)
-------------------	----------------

Rupture antérieure à la liquidation judiciaire	
--	--

Fixation de la créance à la liquidation judiciaire.....	comm. 64 (mai)
---	----------------

Rupture conventionnelle	
-------------------------	--

Fixation de la créance à la liquidation judiciaire.....	comm. 65 (mai)
---	----------------

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Reprise des poursuites	
Sanctions fiscales.....	comm. 198 (nov.)

CODEFI	comm. 168 (nov.)
---------------------	------------------

COMITÉ D'ENTREPRISE

Plan de cession	
Appel-nullité.....	comm. 84 (juill.)

COMMISSAIRE À L'EXÉCUTION DU PLAN

Arrivée du terme du plan	
Fin des fonctions.....	comm. 106 (juill.)

COMMISSION NATIONALE D'INSCRIPTION ET DE DISCIPLINE

Fusion..... alerte 23 (nov.)

COMPÉTENCE

Groupe de sociétés

Loi Macron..... étude 15 (sept.)
Tribunaux spécialisés..... repère 5 (sept.)

Nullités de la période suspecte

Juge de l'exécution ou juge de la procédure collective..... comm. 129 (juill.)

Recouvrement des créances fiscales

Tribunal de commerce
Tribunal administratif..... comm. 195 (nov.)

Tribunal de la procédure collective

Règles propres à la procédure collective
Recouvrement des créances fiscales..... comm. 195 (nov.)

COMPÉTENCE MATÉRIELLE

Tribunal de commerce

Société coopérative agricole à forme commerciale..... comm. 162 (sept.)

COMPTE SOCIAL

Non-dépôt

Injonction du président du tribunal..... comm. 169 (nov.)

Obligation de dépôt

Distorsion de concurrence..... comm. 170 (nov.)

Publicité restreinte

Fausse déclaration
Infraction pénale..... comm. 171 (nov.)
Loi Macron..... comm. 172 (nov.)

CONCILIATION

Action d'un créancier

Demande d'ouverture d'une procédure collective..... comm. 176 (nov.)

Conditions

..... comm. 173 (nov.)

Mandataire à l'exécution de l'accord

Caractère facultatif
Initiative du débiteur..... comm. 175 (nov.)

Moratoire

..... comm. 177 (nov.)

Prepack cession

Demande d'ouverture d'une sauvegarde
Formule..... formule 2 (mai)

CONFIDENTIALITÉ

..... table ronde 1 (janv.)

CONJOINT IN BONIS

Biens communs

Gage des créanciers
Constitutionnalité..... comm. 75 (mai)

CONSEIL NATIONAL DES GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Prix Master 2..... alerte 27 (nov.)

CONTENTIEUX PRUD'HOMAL

Compétence

Formation de référé
Mesures conservatoires..... comm. 59 (mai)

CONTRACTUALISATION DES PROCÉDURES

..... repère 3 (mai)

..... table ronde 2 (mai)

CONTRAT DE DISTRIBUTION

Cession isolée d'actifs..... dossier 33 (mars)

CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Notification du motif économique

Notification du licenciement..... comm. 45 (mai)

CONTRAT DE TRAVAIL

Acte de gestion étranger à la gestion courante

Sanction..... comm. 21 (mars)

Documents contractuels ou fixant les objectifs

Langue française

Tempéraments..... comm. 146 (sept.)

Preuve..... comm. 147 (sept.)

CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISÉ

Licenciement économique

Motifs du licenciement
Information du salarié..... comm. 13 (janv.)

CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISÉE

Absence de motif économique du licenciement

Remboursement des indemnités chômage..... comm. 4 (janv.)

CONVERSION DE LA SAUVEGARDE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Saisine d'office

Constitutionnalité..... comm. 22 (mars)

CONVERSION DE PROCÉDURE

Liquidation judiciaire

Action en sanction
Point de départ du délai de prescription..... comm. 70 (mai)

Avis du ministère public..... comm. 180 (nov.)

COOPÉRATION

..... table ronde 2 (mai)

COORDINATION DES PROCÉDURES

..... repère 3 (mai)

..... dossier 8 (janv.)

..... table ronde 2 (mai)

COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

Administrateur provisoire

Désignation
Procédure..... comm. 35 (mars)

Procédure d'administration renforcée..... comm. 165 (sept.)

Procédure d'apurement des dettes..... comm. 165 (sept.)

Rémunération du mandataire ad hoc et de l'administrateur provisoire..... alerte 24 (nov.)

COTISATIONS SOCIALES

Opposition à contrainte

Conditions de recevabilité..... comm. 161 (sept.)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

Remise de plein droit

Pénalités, majorations de retard, pénalités et frais de poursuite..... comm. 30 (mars)

Remise facultative

Dettes en principal..... comm. 30 (mars)

CRÉANCE DE SALAIRE DIFFÉRÉ

Dessaisissement..... comm. 23 (mars)

CRÉANCE FISCALE

Action en recouvrement

Interruption ou suspension de la prescription
Codébiteur solidaire..... comm. 16 (janv.)

Déclaration de créance

Interruption ou suspension de la prescription
Codébiteur solidaire..... comm. 16 (janv.)

Taxe foncière

Créance postérieure méritante
Liquidation judiciaire..... comm. 42 (mai)

CRÉANCE POSTÉRIEURE

Créance utile

Bail d'exploitation
Créance de réparation de dégradations..... comm. 115 (juill.)

Contrat de construction de maison individuelle

Reprises de malfaçons..... comm. 117 (juill.)

Créance de dépens..... comm. 113 (juill.)

Créance de restitution..... comm. 119 (juill.)

Créance de sécurité sociale

Créance inhérente à l'activité.....	comm. 112 (juill.)
Honoraires	
Avocat.....	comm. 116 (juill.)
Commissaire aux comptes.....	comm. 116 (juill.)
Loyers	
Bail d'habitation.....	comm. 114 (juill.)
Taxe foncière	
Besoins du déroulement de la procédure.....	comm. 17 (janv.)
Créance utile	
Liquidation judiciaire.....	comm. 42 (mai)

CRÉANCES SALARIALES

Garantie de l'AGS

Indemnité pour non-délivrance d'informations utiles.....	comm. 62 (mai)
Plafond de garantie	
Prescription.....	comm. 61 (mai)
Préjudice d'anxiété.....	comm. 66 (mai)

CRÉANCIERS

Plan.....	dossier 38 (mai)
-----------	------------------

CRITÈRES D'ORDRE DES LICENCIEMENTS

Licenciement individuel.....	comm. 9 (janv.)
------------------------------	-----------------

D

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

Crédit immobilier	
Acceptation de l'offre de crédit.....	comm. 109 (juill.)
Domages alloués au conjoint divorcé	
Date de jugement de divorce.....	comm. 110 (juill.)
Domages-intérêts	
Préjudice d'anxiété	
Date de l'arrêt ministériel.....	comm. 111 (juill.)
Indemnité d'occupation	
Fait de l'occupation.....	comm. 110 (juill.)
Marché public	
Établissement du décompte général ou décision du juge administratif.....	comm. 118 (juill.)
Naissance et origine	
Similitude des deux notions.....	comm. 109 (juill.)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Avertissement	
Contrat publié	
Vente en l'état futur d'achèvement.....	comm. 37 (mai)
Avertissement des créanciers	
Irrégularité	
Sanction.....	comm. 82 (juill.)
Mention de textes abrogés	
Caractère suffisamment informatif de l'avertissement.....	comm. 38 (mai)
Déclaration dans la mauvaise procédure	
Régularisation	
Confusion de patrimoines.....	comm. 39 (mai)
Effet interruptif de la prescription	
Liquidation judiciaires	
Annulation.....	comm. 40 (mai)
Mentions	
Identité du mandataire	
Désignation pour une procédure précise.....	comm. 39 (mai)
Procédure d'insolvabilité	
Défaut d'information d'un créancier étranger	
Relevé de forclusion.....	comm. 144 (sept.)

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

.....	repère 4 (juill.)
.....	repère 6 (nov.)
Opposabilité au juge-commissaire	
Autorisation de vendre l'immeuble	
Excès de pouvoir.....	comm. 79 (mai)

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Statistiques.....	alerte 7 (mars)
-------------------	-----------------

DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

.....	alerte 21 (nov.)
.....	étude 21 (nov.)

DÉPARTS VOLONTAIRES

Plan de sauvegarde de l'emploi.....	comm. 5 (janv.)
-------------------------------------	-----------------

DESSAISSEMENT

Action en remboursement de compte courant d'associé.....	comm. 43 (mai)
Aide aux agriculteurs	
Qualité pour former la demande.....	comm. 34 (mars)
Droit propre du débiteur	
Créance de salaire différé.....	comm. 23 (mars)
Signature d'un acte de partage.....	comm. 78 (mai)

DEVOIR DES ASSOCIÉS

.....	alerte 17 (sept.)
-------	-------------------

DILUTION FORCÉE

.....	alerte 17 (sept.)
-------	-------------------

DOCUMENTS DE FIN DE CONTRAT

Remise tardive	
Préjudice nécessaire.....	comm. 150 (sept.)

DOING BUSINESS

Droit français de l'insolvabilité	
Classement.....	alerte 1 (janv.)

DROIT DE L'INSOLVABILITÉ

.....	dossier 1 (janv.)
-------	-------------------

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Harmonisation européenne.....	dossier 9 (janv.)
-------------------------------	-------------------

DROIT DU TRAVAIL

Plan.....	dossier 44 (mai)
-----------	------------------

DROIT FISCAL

Entreprises en difficulté.....	prat. 1 (mars)
Obligations déclaratives des entreprises	
Simplification.....	alerte 16 (juill.)

DROIT SUISSE

Procédures de faillite étrangères	
Reconnaissance.....	alerte 25 (nov.)

DROITS À PAIEMENT UNIQUE

Cession d'un ensemble immobilier.....	comm. 33 (mars)
---------------------------------------	-----------------

E

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Assignation en réunion de patrimoine.....	formule 1 (janv.)
Immatriculation	
Modifications	
Transfert.....	alerte 19 (sept.)

ENTREPRISES

Trésorerie	
Amélioration.....	alerte 10 (mai)

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

Garantie des dépôts	
Transposition de la directive du 16 avril 2014.....	comm. 167 (sept.)
Procédure transfrontalière	
Mesures d'assainissement	
Office du juge.....	comm. 145 (sept.)
Résolution bancaire	
Transposition de la directive.....	comm. 166 (sept.)

F

FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

Absence de tenue de comptabilité	
Notion.....	comm. 68 (mai)
Faits postérieurs à la résolution du plan et antérieurs à la liquidation judiciaire.....	comm. 69 (mai)
Prescription de l'action	
Point de départ du délai	

Conversion du redressement en liquidation judiciaire..... **comm. 70 (mai)**

FICHIER NATIONAL DES INTERDITS DE GÉRER

Décret d'application..... **alerte 5 (mars)**
comm. 192 (nov.)

FONDS LIBÉRAL

Cession isolée d'actifs..... **dossier 24 (mars)**

FONDS PROPRES

..... **prat. 3 (sept.)**

G

GARANTIE DES CRÉANCES SALARIALES

Directive 2008/94/CE
Régularité d'une réglementation nationale..... **comm. 89 (juill.)**

Directive 80/987/CEE
Notion de travailleur salarié
Travailleur étranger en situation irrégulière..... **comm. 88 (juill.)**
dossier 12 (janv.)

Forum shopping..... **dossier 12 (janv.)**

Indemnité pour non-délivrance d'informations utiles..... **comm. 62 (mai)**

Plafond de garantie
Application de la loi dans le temps..... **comm. 63 (mai)**
Contestation

Prescription..... **comm. 61 (mai)**

Préjudice d'anxiété
Liste limitative des salariés concernés..... **comm. 66 (mai)**

Procédure de sauvegarde..... **comm. 60 (mai)**

Procédure transfrontalière..... **dossier 12 (janv.)**

GRAND LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

Décision de la Directe
Loi Macron..... **étude 17 (sept.)**

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Compétence
Tribunaux spécialisés..... **repère 5 (sept.)**

Coordination..... **repère 3 (mai)**

Droit européen
Règlement (CE) n° 1346/2000 révisé..... **dossier 8 (janv.)**

Plan..... **dossier 37 (mai)**

Procédure d'insolvabilité..... **dossier 5 (janv.)**

Règlement européen révisé..... **étude 2 (janv.)**

Règlement (CE) n° 1346/2000..... **dossier 4 (janv.)**

I

IMPARTIALITÉ

..... **étude 13 (juill.)**

Composition du tribunal
Juge-commissaire suppléant..... **alerte 9 (mai)**

Suspicion légitime
Demande tardive
Connaissance des causes de la demande dès le début de la procédure..... **comm. 81 (juill.)**

INDIVISION SUCCESSORALE

Acte de partage
Dessaisissement..... **comm. 78 (mai)**

INSAISSISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

Loi Macron..... **repère 4 (juill.)**

INSTALLATION CLASSÉE

Cession isolée d'actifs..... **dossier 26 (mars)**

INSTANCE EN COURS

Constataion erronée
Autorité de chose jugée..... **comm. 183 (nov.)**

Radiation
Admission des créances
Pouvoir du juge-commissaire..... **comm. 80 (juill.)**

Suspension de l'instance
Pouvoir du juge-commissaire..... **comm. 185 (nov.)**

Reprise d'instance

Conditions..... **comm. 184 (nov.)**

Irrégularité

Conséquence..... **comm. 184 (nov.)**

INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL

Consultation
Plan..... **dossier 47 (mai)**

INTERDICTION DE GÉRER

Absence de déclaration de la cessation des paiements

Omission volontaire..... **étude 19 (sept.)**

Loi Macron..... **étude 15 (sept.)**

Omission de déclaration de cessation des paiements dans le délai légal
Omission volontaire..... **comm. 193 (nov.)**

INTERDICTION DES INSCRIPTIONS

Domaine
Inscription prise en garantie d'une créance postérieure..... **comm. 108 (juill.)**

J

JUGE-COMMISSAIRE

Excès de pouvoir
Autorisation de vendre
Déclaration notariée d'insaisissabilité..... **comm. 79 (mai)**

Pouvoir
Adjudication amiable
Biens indivis..... **comm. 76 (mai)**
Instance en cours
Radiation..... **comm. 185 (nov.)**

Rôle
Cession isolée d'actif..... **dossier 19 (mars)**

L

LICENCIEMENT

Absence de cause réelle et sérieuse
Signataire de la lettre de licenciement
Absence de pouvoir..... **comm. 55 (mai)**

Absence de remise des documents
Préjudice
Réparation..... **comm. 46 (mai)**

Entretien préalable
Convocation
Délai à respecter..... **comm. 156 (sept.)**

Période d'observation
Autorisation du juge-commissaire
Fraude..... **comm. 48 (mai)**

Plan de cession
Division du contrat de travail (non)
Liquidation judiciaire..... **comm. 58 (mai)**
Transfert des contrats de travail
Salarié inconnu..... **comm. 57 (mai)**

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de cause réelle et sérieuse
Absence de motif économique
Amélioration de la rentabilité..... **comm. 2 (janv.)**
Non-respect de l'obligation de reclassement..... **comm. 52 (mai)**

Absence de motif économique
Absence de cause de la convention de reclassement personnalisé
Remboursement des indemnités chômage..... **comm. 4 (janv.)**

Cause réelle et sérieuse
Non-respect des critères d'ordre des licenciements..... **comm. 154 (sept.)**

Cessation partielle d'activité
Conditions..... **comm. 149 (sept.)**

Contestation
Prescription..... **comm. 47 (mai)**

Existence d'un motif économique
Élément insuffisant..... **comm. 49 (mai)**

Motif économique
Appréciation

Prise en compte d'éléments postérieurs au licenciement.....	comm. 3 (janv.)
Caractérisation	
Cessation d'activité.....	comm. 51 (mai)
Difficultés économiques	
Sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise.....	comm. 14 (janv.)
Information du salarié	
Convention de reclassement personnalisé.....	comm. 13 (janv.)
Motivation de la lettre de licenciement	
Contenu.....	comm. 151 (sept.)
Obligation de reclassement	
Salarié temporairement inapte	
Examen médical.....	comm. 7 (janv.)
Ordre des licenciements	
Critères	
Contrôle du juge.....	comm. 8 (janv.)
Entreprise avec plusieurs établissements.....	comm. 10 (janv.)
Indication des critères	
Licenciement individuel.....	comm. 9 (janv.)
Procédure collective d'une filiale	
Plan de sauvegarde de l'emploi	
Moyens du groupe.....	comm. 11 (janv.)
Salarié en arrêt de travail	
Impossibilité de maintenir le contrat de travail	
Caractérisation.....	comm. 49 (mai)
Signataire de la lettre de licenciement	
Absence de pouvoir du signataire	
Personne étrangère à l'entreprise.....	comm. 15 (janv.)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Arrêt de l'exécution provisoire	
Possibilités sérieuses de redressement.....	comm. 100 (juill.)
Clôture de la procédure	
Reprise des poursuites individuelles	
Fraude à la localisation du centre des intérêts principaux.....	comm. 143 (sept.)
Clôture pour insuffisance d'actif	
Reprise des poursuites	
Sanctions fiscales.....	comm. 198 (nov.)
Créance postérieure méritante	
Taxe foncière.....	comm. 42 (mai)
Déclaration fiscale	
Cessation d'entreprise	
Intégration fiscale.....	comm. 196 (nov.)
Défaut de tenue de comptabilité	
Régularisation	
Exonération de responsabilité.....	alerte 13 (juill.)

Licenciement

Non-respect du délai de quinze jours	
Absence de garantie de l'AGS.....	comm. 157 (sept.)
Préjudice personnel de l'associé.....	comm. 44 (mai)
Répartitions	
Ordre des paiements.....	prat. 4 (nov.)
Résolution du plan	
Poursuite d'activité	
Dividendes non répartis.....	comm. 25 (mars)

LIQUIDATION JUDICIAIRE IMMÉDIATE

Réformation du jugement d'ouverture	
Possibilités de redressement.....	comm. 98 (juill.)

LOI MACRON

Modifications des livres VI et VIII du Code de commerce.....	étude 15 (sept.)
--	------------------

M

MANDAT AD HOC

Conditions.....	comm. 173 (nov.)
Confidentialité	
Attestation du mandataire ad hoc.....	comm. 174 (nov.)

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Rôle	
Cession isolée d'actif.....	dossier 20 (mars)

MARCHÉ PUBLIC

Entreprise en difficulté	
Durée de la période d'observation.....	étude 5 (mars)

MICHEL CABRILLAC.....	autre 3 (janv.)
------------------------------	-----------------

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Procédure	
Délai	
Mentions de la lettre de notification.....	comm. 50 (mai)

MOTIVATION DE LA LETTRE DE LICENCIEMENT

Cause économique de la rupture	
Cessation d'activité.....	comm. 51 (mai)
Motif économique	
Difficultés économiques	
Sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise.....	comm. 14 (janv.)

N

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Nullité de droit	
Acte à titre gratuit	
Notion.....	comm. 124 (juill.)
Acte commutatif déséquilibré	
Cession de titres.....	comm. 125 (juill.)
Contrat d'apprentissage.....	comm. 125 (juill.)
Contrat de travail.....	comm. 125 (juill.)
Vente d'une maison revendue beaucoup plus cher.....	comm. 125 (juill.)
Acte de consignation	
Consignation ordonnée judiciairement.....	comm. 128 (juill.)
Constitution de sûretés pour dettes antérieures	
Compétence.....	comm. 129 (juill.)
Paiement de dette échue	
Mode normal de paiement.....	comm. 127 (juill.)
Paiement de dette non échue	
Remboursement anticipé d'un prêt.....	comm. 126 (juill.)
Nullité facultative	
Nullité des paiements pour dettes échues	
Appréciation de la connaissance de la cessation des paiements.....	comm. 131 (juill.)
Constitutionnalité.....	comm. 130 (juill.)
Qualité pour agir.....	comm. 121 (juill.)

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Cessation d'activité	
Entreprise n'appartenant pas à un groupe.....	comm. 7 (janv.)
Contenu des offres de reclassement	
Poste refusé par la salariée dans le cadre de la modification de son contrat de travail.....	comm. 6 (janv.)
Étendue des obligations de l'employeur.....	comm. 152 (sept.)
Omission de certains postes.....	comm. 52 (mai)
Reclassement à l'étranger	
Loi Macron.....	étude 17 (sept.)
Volonté présumée du salarié.....	comm. 153 (sept.)

OHADA

Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif (AUPC).....	alerte 20 (sept.)
---	-------------------

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Notification à l'initiative des parties.....	comm. 83 (juill.)
--	-------------------

ORDONNANCES

Ratification	
Amendements.....	repère 6 (nov.)

ORDRE DES LICENCIEMENTS

Critères	
Contrôle du juge.....	comm. 8 (janv.)
Loi Macron.....	étude 17 (sept.)
Non-respect des critères	

Sanction.....	comm. 154 (sept.)	Spécificités.....	dossier 48 (mai)
Périmètre		PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI	
Entreprise avec plusieurs établissements.....	comm. 10 (janv.)	Contenu	
ORDRE DES PAIEMENTS	prat. 4 (nov.)	Procédure collective d'une filiale	
AGS.....	comm. 26 (mars)	<i>Prise en compte des moyens du</i>	
Créance hypothécaire.....	comm. 26 (mars)	<i>groupe</i>	comm. 11 (janv.)
Frais de justice.....	comm. 26 (mars)	Contrôle de la Direccte	
P		Contrôle du juge administratif.....	comm. 11 (janv.)
PANORAMA DE JURISPRUDENCE		Décision d'homologation	
Bordeaux.....	chron. 1 (juill.)	Recours pour excès de pouvoir	
PÉRIODE D'OBSERVATION		<i>Décision insuffisamment motivée</i>	comm. 53 (mai)
Durée		Départs volontaires	comm. 5 (janv.)
Renouvellement.....	étude 9 (mai)	PORTAIL ÉLECTRONIQUE	alerte 18 (sept.)
Répartition des pouvoirs			alerte 21 (nov.)
Qualité à agir			étude 21 (nov.)
<i>Pourvoi en cassation</i>	comm. 97 (juill.)	POSSIBILITÉ SÉRIEUSE DE REDRESSEMENT	
PLAN		Critère.....	comm. 181 (nov.)
Associés.....	dossier 41 (mai)	PREPACK CESSION	dossier 55 (nov.)
Caution.....	dossier 40 (mai)	Demande d'ouverture d'une sauvegarde	
Diversité des plans.....	dossier 36 (mai)	Formule.....	formule 2 (mai)
Droit du travail.....	dossier 44 (mai)	PRESCRIPTION	
Élaboration et exécution.....	dossier 49 (mai)	Interruption ou suspension	
Groupe de sociétés.....	dossier 37 (mai)	Codébiteur solidaire.....	comm. 16 (janv.)
Institution représentative du personnel		PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES	
Consultation.....	dossier 47 (mai)	Rôle de l'État	
Maintien de l'emploi.....	dossier 46 (mai)	CIRI et CODEFI.....	comm. 168 (nov.)
Salariés.....	dossier 44 (mai)	PROCÉDURE	
Garantie des salaires.....	dossier 45 (mai)	Assignation et requête unilatérale ou déclaration	
Situation des créanciers.....	dossier 38 (mai)	Indication des diligences entreprises en	
Sort des sûretés réelles.....	dossier 39 (mai)	vue de parvenir à une résolution amiable	
PLAN DE CESSION	dossier 55 (nov.)	du litige.....	étude 16 (sept.)
Actes d'exécution.....	dossier 59 (nov.)	PROCÉDURE COLLECTIVE AGRICOLE	
Appel-nullité.....	dossier 60 (nov.)	Activité agricole	
Qualité pour agir		Gérant d'EARL	
<i>Comité d'entreprise</i>	comm. 84 (juill.)	<i>Éligibilité à la procédure</i>	comm. 31 (mars)
Associés		Conjoint d'agriculteur	comm. 32 (mars)
Offre de reprise.....	dossier 43 (mai)	Liquidation judiciaire	
Bail commercial		Cession d'un ensemble immobilier avec	
Déspecialisation partielle.....	étude 8 (mai)	droits à paiement unique.....	comm. 33 (mars)
Cession des contrats		PROCÉDURE DE COORDINATION COLLECTIVE	étude 2 (janv.)
Sort des cocontractants.....	dossier 52 (nov.)	PROCÉDURE DE LICENCIEMENT	
Garanties.....	dossier 53 (nov.)	Convocation à un entretien préalable	
Offre de reprise		Absence du salarié.....	comm. 12 (janv.)
Déroulement.....	dossier 51 (nov.)	Entretien préalable	
Incompatibilités		Délai de convocation	
Associés.....	dossier 43 (mai)	<i>Volonté du salarié de ne pas</i>	
Rôle des créanciers.....	dossier 53 (nov.)	<i>comparaître</i>	comm. 54 (mai)
Salariés.....	dossier 54 (nov.)	Lettre de convocation	
Voies de recours.....	comm. 182 (nov.)	<i>Motivation</i>	comm. 155 (sept.)
PLAN DE CONTINUATION		Licenciement économique	
Associés.....	dossier 42 (mai)	Convention de reclassement personnalisé	
PLAN DE REDRESSEMENT		<i>Information du salarié sur les</i>	
Bail rural		<i>motifs de licenciement</i>	comm. 13 (janv.)
Congé à raison de l'âge du preneur.....	comm. 164 (sept.)	Signataire de la lettre de licenciement	
Possibilités sérieuses de redressement		Absence de pouvoir.....	comm. 55 (mai)
Appréciation souveraine des juges du		PROCÉDURE DE SAUVEGARDE	
fond.....	comm. 99 (juill.)	Garantie de l'AGS	
Procédure d'adoption		Conditions.....	comm. 60 (mai)
Absence de consultation des créanciers		PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ	dossier 4 (janv.)
<i>Paiement intégral des créanciers</i>		Action révocatoire	
<i>dès l'arrêt du plan</i>	comm. 101 (juill.)	Compétence.....	comm. 87 (juill.)
Rejet		Centre des intérêts principaux	
Redressement manifestement impossible.....	comm. 181 (nov.)	Règlement européen révisé.....	étude 2 (janv.)
PLAN DE REDRESSEMENT OU DE CONTINUATION		Compétence juridictionnelle et loi applicable	
Arrivée du terme		Détermination de la localisation des biens.....	comm. 91 (juill.)
Commissaire à l'exécution du plan		Coopération	dossier 7 (janv.)
<i>Fin des fonctions</i>	comm. 106 (juill.)		
Droit de poursuite individuelle des créanciers.....	comm. 106 (juill.)		
PLAN DE SAUVEGARDE			
Durée.....	repère 6 (nov.)		
Préparation			

Coopération et communication	
Principes et lignes directrices.....	étude 22 (nov.)
Déclaration de créance	
Défaut d'information d'un créancier étranger	
<i>Relevé de forclusion</i>	comm. 144 (sept.)
Subdélégation.....	comm. 96 (juill.)
Droits des créanciers	
Règlement (CE) n° 1346/2000	
<i>Révision</i>	dossier 6 (janv.)
Garantie des salaires	dossier 12 (janv.)
Directive 2008/94/CE	
<i>Régularité d'une réglementation nationale</i>	comm. 89 (juill.)
Notion de travailleur salarié	
<i>Travailleur étranger en situation irrégulière</i>	comm. 88 (juill.)
Groupe de sociétés	dossier 5 (janv.)
Règlement (CE) n° 1346/2000 révisé.....	dossier 8 (janv.)
Harmonisation européenne	dossier 11 (janv.)
	dossier 17 (janv.)
Localisation des actifs	étude 18 (sept.)
Ouverture	
Publicité	
<i>Livre foncier</i>	comm. 95 (juill.)
Pluralité de saisines	
Priorité d'ouverture.....	comm. 94 (juill.)
Procédure secondaire	
Conditions d'ouverture.....	comm. 142 (sept.)
Qualité pour agir.....	comm. 93 (juill.)
Règlement (CE) n° 1346/2000 et règlement (CE) n° 44/2001	
Champ d'application	
<i>Action en paiement d'une créance</i>	comm. 90 (juill.)
Règlement européen	
Champ d'application.....	dossier 2 (janv.)
Règlement révisé	
<i>Champ d'application</i>	dossier 3 (janv.)
<i>Refonte</i>	comm. 86 (juill.)
Seconde chance	dossier 10 (janv.)
Soft law	étude 22 (nov.)

PROCÉDURE TRANSFRONTALIÈRE

Application et contenu de la lex concursus.....	comm. 145 (sept.)
---	-------------------

PROCÉDURES COLLECTIVES

Harmonisation européenne	dossier 9 (janv.)
Question prioritaire de constitutionnalité	
Droits fondamentaux.....	étude 12 (juill.)
Intérêt général.....	étude 12 (juill.)
Sauvegarde	
Redressement judiciaire.....	étude 10 (mai)
Seconde chance	dossier 10 (janv.)

PROFESSION

Administrateur et mandataire judiciaires	
Commission nationale d'inscription et de discipline	
<i>Fusion</i>	alerte 23 (nov.)
Loi Macron	étude 15 (sept.)
Projet de loi Macron	autre 2 (janv.)
Projet de réforme	repère 1 (janv.)
Droit européen et droit comparé.....	dossier 14 (janv.)
Responsabilité	table ronde 3 (nov.)
Statut	
Harmonisation européenne.....	dossier 13 (janv.)
	dossier 15 (janv.)
	dossier 16 (janv.)
	dossier 17 (janv.)

PROFESSION LIBÉRALE

Alsace-Moselle	
Inéligibilité à la faillite civile.....	comm. 159 (sept.)
Changement de mode d'exercice	
Exercice en société.....	comm. 27 (mars)
Preuve.....	comm. 28 (mars)
Liquidation judiciaire	
Interdiction d'exercer une activité indépendante.....	comm. 160 (sept.)
Procédure collective	
Procédure disciplinaire.....	comm. 29 (mars)
Redressement judiciaire	
Cotisations sociales	
<i>Opposition à contrainte</i>	comm. 161 (sept.)
Société créée de fait	
Absence de personnalité juridique	
<i>Absence d'éligibilité aux procé-</i>	

<i>dures collectives</i>	comm. 158 (sept.)
--------------------------------	-------------------

PROJET DE LOI POUR LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ

Cession forcée des actions.....	repère 2 (mars)
Mesures intéressant les procédures collectives.....	alerte 4 (mars)

Q

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

.....	étude 12 (juill.)
-------	-------------------

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

Actif hors procédure	dossier 35 (mars)
Biens indivis	
Adjudication amiable	
<i>Autorisation du juge-commissaire</i>	comm. 76 (mai)
Déclaration notariée d'insaisissabilité	
Opposabilité.....	comm. 79 (mai)

RECUEIL DES DILIGENCES DES MANDATAIRES DE JUSTICE ET RECOMMANDATIONS

IFPPC.....	alerte 22 (nov.)
------------	------------------

RÈGLEMENT (CE) N° 1346/2000

Champ d'application	
État tiers.....	comm. 141 (sept.)
Procédures de pré-insolvency.....	dossier 4 (janv.)
Règlement révisé.....	dossier 3 (janv.)
Procédure secondaire	
Conditions d'ouverture.....	comm. 142 (sept.)
Réforme	repère 1 (janv.)
	dossier 1 (janv.)
	dossier 11 (janv.)
	dossier 17 (janv.)
	dossier 2 (janv.)
	dossier 6 (janv.)
	alerte 11 (mai)
	dossier 15 (janv.)
Révision	étude 2 (janv.)
	dossier 11 (janv.)
	dossier 17 (janv.)
	dossier 2 (janv.)
	dossier 6 (janv.)
	alerte 11 (mai)
	dossier 15 (janv.)

RELEVÉ DE FORCLUSION

Procédure d'insolvabilité	
Défaut d'information d'un créancier étranger.....	comm. 144 (sept.)

RÉPARTITIONS

Dommages et intérêts versés par un banquier	
Sommes recouvrées par le mandataire judiciaire dans l'intérêt collectif des créanciers	
<i>Respect des causes de préférence</i>	comm. 71 (mai)
Exception	
Répartition au marc le franc.....	comm. 71 (mai)

REPORT EN ARRIÈRE

Crédit d'impôt	
Créance fiscale	
<i>Jugement d'ouverture</i>	comm. 18 (janv.)

REPRISE D'ENTREPRISE

Aides d'État	dossier 58 (nov.)
Plan de cession	dossier 50 (nov.)
Rôle des créanciers	dossier 53 (nov.)
Salariés	dossier 54 (nov.)

RÉSOLUTION BANCAIRE

Plans de rétablissement et de résolution	
Mesures de résolution.....	comm. 166 (sept.)

RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

.....	table ronde 3 (sept.)
-------	-----------------------

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit	
--	--

Responsabilité envers la caution Garanties disproportionnées.....	comm. 74 (mai)
Rupture brutale de crédit Notion.....	comm. 72 (mai)
	comm. 73 (mai)
Rupture de crédit Responsabilité envers la caution.....	comm. 194 (nov.)

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Répartition du prix d'un stock de vin Droit de propriété des apporteurs de raisin.....	comm. 163 (sept.)
---	-------------------

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Clôture Effacement des dettes Caution.....	comm. 140 (sept.)
Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions.....	comm. 140 (sept.)
Décision d'orientation Absence de réponse du débiteur.....	comm. 139 (sept.)

REVENDEICATION

Prix de revente Ordonnance du juge-commissaire Notification à l'initiative des parties.....	comm. 83 (juill.)
Stock de bois Bail précaire Nullité du bail.....	comm. 179 (nov.)

RUPTURE BRUTALE DE CRÉDIT

Absence d'autorisation tacite de découvert Avance de trésorerie sous forme d'escompte de billets à ordre Rejet de chèques.....	comm. 72 (mai)
Fonctionnement du compte courant à découvert Ouverture tacite de découvert (non).....	comm. 73 (mai)

RUPTURE CONVENTIONNELLE

Conditions d'application.....	comm. 56 (mai)
-------------------------------	----------------

S

SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS.....	alerte 8 (mars)
-------------------------------	-----------------

SALAIRE

Preuve du paiement Charge de la preuve Mode de preuve.....	comm. 148 (sept.)
--	-------------------

SALARIÉS

Plan Garantie des salaires.....	étude 45 (mai)
Maintien de l'emploi.....	étude 46 (mai)

SANCTIONS

Défaut de tenue de comptabilité Régularisation Exonération de responsabilité.....	alerte 13 (juill.)
Procédure Fiche pratique.....	prat. 2 (juill.)

SANTÉ FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

Analyse comptable.....	prat. 3 (sept.)
------------------------	-----------------

SAUVEGARDE

Demande d'ouverture d'une sauvegarde Conciliation Prepack cession.....	formule 2 (mai)
--	-----------------

SCOP

AGS.....	dossier 45 (mai)
----------	------------------

SECRET DES AFFAIRES

table ronde 1 (janv.)

SITE POLLUÉ

Cession isolée d'actifs.....	dossier 26 (mars)
------------------------------	-------------------

SITUATION DU DÉBITEUR

Expert-comptable Liquidation judiciaire Interdiction d'exercer une activité indépendante.....	comm. 160 (sept.)
--	-------------------

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

Forme commerciale Compétence Tribunal de commerce.....	comm. 162 (sept.)
--	-------------------

SOCIÉTÉ CRÉÉE DE FAIT

Absence de personnalité juridique Absence d'éligibilité aux procédures col- lectives.....	comm. 158 (sept.)
---	-------------------

SURENDETTEMENT

Bonne foi Appréciation.....	comm. 132 (sept.)
Caractérisation Débiteur propriétaire de sa résidence principale.....	comm. 134 (sept.)
Décision d'orientation Absence de réponse du débiteur.....	comm. 139 (sept.)
Décision d'une commission de surendette- ment Contestation Voies de recours.....	comm. 135 (sept.)
Mesures de traitement Détermination du « reste à vivre » Office du juge.....	comm. 138 (sept.)
Dettes concernées Dettes fiscales.....	comm. 137 (sept.)
Prêt viager hypothécaire.....	comm. 137 (sept.)
Principe du contradictoire.....	comm. 136 (sept.)
Qualité du débiteur Inscription au RCS.....	comm. 133 (sept.)
Profession libérale Cessation d'activité.....	comm. 133 (sept.)
Voies de recours Poursuite en cassation Irrecevabilité.....	comm. 135 (sept.)

SÛRETÉS RÉELLES

Plan.....	dossier 39 (mai)
-----------	------------------

SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ

Saisie de compte bancaire Détenition des fonds pour le compte de copropriétés Absence de compte bancaire séparé.....	comm. 36 (mars)
--	-----------------

T

TRANSFERT DES CONTRATS DE TRAVAIL

Division du contrat de travail (non).....	comm. 58 (mai)
Salarié inconnu.....	comm. 57 (mai)

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Greffes numériques.....	alerte 26 (nov.)
-------------------------	------------------

V

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Admission Mentions Intérêts.....	comm. 41 (mai)
Contestation Sursis à statuer.....	comm. 40 (mai)

VOIES DE RECOURS

Poursuite en cassation Qualité à agir du débiteur Administrateur judiciaire ayant une mission d'assistance.....	comm. 97 (juill.)
Qualité pour faire appel Action en mainlevée de saisie-attribution.....	comm. 85 (juill.)

2011

Mars

Cass. soc., **9 mars 2011**, n° 10-11.581, P+B+R+I :
JurisData n° 2011-002913 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

2012

Mai

CA Versailles, 13^e ch., **10 mai 2012**, n° 11/09063 :
JurisData n° 2012-023729 (*Nullités facultatives*) **comm. 131 (juill.)**

CA Aix-en-Provence, ch. 8, sect. A, **10 mai 2012**, n° 10/20590 : JurisData n° 2012-018085 (*Nullités facultatives*) **comm. 131 (juill.)**

Novembre

CA Bourges, ch. civ., **22 nov. 2012**, n° 12/00129 :
JurisData n° 2012-031055 (*Nullités de droit*) **comm. 125 (juill.)**

Décembre

CA Amiens, 5^e ch. soc., **18 déc. 2012**, n° 11/04903 :
JurisData n° 2012-031271 (*Nullités de droit*) **comm. 125 (juill.)**

CA Colmar, 1^{re} ch. civ., **19 déc. 2012**, n° 12/00925 :
JurisData n° 2012-030219 (*Nullités de droit*) **comm. 124 (juill.)**

2013

Février

Cass. com., **23 févr. 2013**, n° 12-14.906 : JurisData
n° 2013-007930 (*Naissance et origine de la créance*) **comm. 109 (juill.)**

CA Lyon, 3^e ch., sect. A, **28 févr. 2013**, n° 11/08248 :
JurisData n° 2013-008996 (*Nullités de droit*) **comm. 129 (juill.)**

Mars

Cass. com., **12 mars 2013**, n° 11-24.365 : JurisData
n° 2013-004305 (*Créances contractuelles - Bail*) **comm. 114 (juill.)**

CA Nancy, 2^e ch. com., **13 mars 2013**, n° 11/02994 :
JurisData n° 2013-020829 (*Nullités de droit*) **comm. 127 (juill.)**

Cass. com., **17 mars 2013**, n° 12-10.261 : JurisData
n° 2013-019858 (*Créances légales*) **comm. 112 (juill.)**

CA Metz, **19 mars 2013**, n° 13/00148 : JurisData
n° 2013-009144 (*Nullités de droit*) **comm. 127 (juill.)**

Cass. com., **26 mars 2013**, n° 12-40.106 : JurisData
n° 2013-005860 (*Nullités facultatives*) **comm. 130 (juill.)**

Mai

CA Basse-Terre, ch. soc., **13 mai 2013**, n° 10/02058 :
JurisData n° 2013-014209 (*Action paulienne*) **comm. 122 (juill.)**

Cass. soc., **23 mai 2013**, n° 12-13.865, FS-P+B+R :
JurisData n° 2013-009971 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Juin

CA Aix-en-Provence, 8^e ch., sect. A, **6 juin 2013**, n° 12/09275 : JurisData n° 2013-012294 (*Nullités de droit*) **comm. 127 (juill.)**

Cass. com., **18 juin 2013**, n° 12-18.420 : JurisData
n° 2013-012464 (*Notion de contreprestation*) **comm. 117 (juill.)**

Cass. soc., **26 juin 2013**, n° 12-15.208, FS-P+B+R :
JurisData n° 2013-013270 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Juillet

Cass. soc., **3 juill. 2013**, n° 12-19.268, FS-P+B+R :
JurisData n° 2013-013807 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Septembre

Cass. soc., **30 sept. 2013**, n° 12-19.711, FS-D (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Octobre

Cass. com., **15 oct. 2013**, n° 12-23.830 : JurisData
n° 2013-022766 (*Créance de dépens et de frais*) **comm. 113 (juill.)**

Cass. com., **15 oct. 2013**, n° 12-23.966 : JurisData
n° 2013-022894 (*Qualité pour agir*) **comm. 121 (juill.)**

CA Paris, pôle 5, ch. 9, **24 oct. 2013**, n° 12/12936, SAS
Hermesiane c/ SCP Moyrand Bally ès qual. : JurisData
n° 2013-024592 (*Créances d'honoraires*) **comm. 116 (juill.)**

Cass. soc., **29 oct. 2013**, n° 12-15.382, FS-P+B :
JurisData n° 2013-023905 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Novembre

CA Besançon, 2^e ch. com., **6 nov. 2013**, n° 12/00001 :
JurisData n° 2013-030133 (*Nullités facultatives*) **comm. 131 (juill.)**

Cass. com., **19 nov. 2013**, n° 12-23.020 : JurisData
n° 2013-026132 (*Nullités de droit*) **comm. 124 (juill.)**

CA Rennes, 3^e ch., **26 nov. 2013**, n° 12/02429, Selafa
Mja, M^e F. Lévy, ès qual. de mandataire de la Sté Oddeis
c/ SCP Despres, ès qual. de mandataire de la Sté Fougères
Ds'hum : JurisData n° 2013-027639 (*Créance de dépens
et de frais*) **comm. 113 (juill.)**

Décembre

Cass. com., **3 déc. 2013**, n° 12-26.113 : JurisData
n° 2013-027895 (*Créances de restitution*) **comm. 119 (juill.)**

Cass. com., **17 déc. 2013**, n° 12-28.158 : JurisData
n° 2013-030117 (*Créances de restitution*) **comm. 119 (juill.)**

Cass. com., **17 déc. 2013**, n° 12-23.510 : JurisData
n° 2013-029884 (*Qualité pour agir*) **comm. 121 (juill.)**

2014

Janvier

Cass. soc., **15 janv. 2014**, n° 12-23.942, FS-P+B :
JurisData n° 2014-000258 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

CJUE, 1^{re} ch., **16 janv. 2014**, n° C-328/12, Schmid :
JurisData n° 2014-002085 (*Domaine du règlement (CE)
n° 1346/2000*) **comm. 141 (sept.)**

Cass. com., **28 janv. 2014**, n° 12-27.901, F-P+B :
JurisData n° 2014-001108 (*Sort des associés*) **comm. 44 (mai)**

Cass. com., **28 janv. 2014**, n° 13-11.509 : JurisData
n° 2014-000994 (*Date de la cessation des paiements*) **comm. 120 (juill.)**

Cass. soc., **29 janv. 2014**, n° 12-27.594, FS-P+B :
JurisData n° 2014-001113 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Cass. soc., **29 janv. 2014**, n° 12-24.539, FS-P+B :
JurisData n° 2014-001048 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

CA Bordeaux, 2^e ch. civ., **31 janv. 2014**, n° 11/055822 :
JurisData n° 2014-001450 (*Nullités facultatives*) **comm. 131 (juill.)**

Février

Cass. com., **11 févr. 2014**, n° 12-16.938 : JurisData
n° 2014-002126 (*Nullités de droit*) **comm. 128 (juill.)**

CA Paris, pôle 5, ch. 8, **11 févr. 2014**, n° 13/00107,
Valdant épouse Isy-Schwartz c/ SA Banque Populaire Rives de
Paris : JurisData n° 2014-002690 (*Banquier dispensateur
de crédit*) **comm. 74 (mai)**

T. com. Niort, **12 févr. 2014**, n° 2014P00001/
2014J00034 (*Mandat ad hoc et conciliation : conditions*) **comm. 173 (nov.)**

Mars

Cass. com., **4 mars 2014**, n° 12-29.580 (*Déclaration de
créance*) **comm. 96 (juill.)**

Cass. com., **11 mars 2014**, n° 13-11.129 : JurisData
n° 2014-004566 (*Créances de restitution*) **comm. 119 (juill.)**

CA Nancy, **14 mars 2014**, n° 13/01014 : JurisData
n° 2014-007586 (*Action paulienne*) **comm. 123 (juill.)**

Table de jurisprudence

CA Montpellier, 2^e ch., **25 mars 2014**, n° 13/00423 :

JurisData n° 2014-014313 (Nullités de droit) **comm. 126 (juill.)**

Avril

Cass. com., **1^{er} avr. 2014**, n° 13-14.086 : JurisData

n° 2014-006540 (Qualité pour agir) **comm. 121 (juill.)**

Cass. com., **29 avr. 2014**, n° 12-24.628 : JurisData

n° 2014-008602 (Plan et arrêt des poursuites) **comm. 106 (juill.)**

Mai

Cass. 2^e civ., **15 mai 2014**, n° 13-13.878 et n° 13-

13.879, F-P+B : JurisData n° 2014-009880 (Syndic de copropriété) **comm. 36 (mars)**

CA Toulouse, 3^e ch., sect. 2, **26 mai 2014**, n° 14/01548

(Conciliation) **comm. 177 (nov.)**

Cass. com., **27 mai 2014**, n° 13-14.956 : JurisData

n° 2014-011470 (Pluralité de saisines) **comm. 94 (juill.)**

Cass. com., **27 mai 2014**, n° 13-18.018 : JurisData

n° 2014-011593 (Cautions personnes physiques) **comm. 107 (juill.)**

Cass. com., **27 mai 2014**, n° 13-15.540 : JurisData

n° 2014-030027 (Nullités de droit) **comm. 125 (juill.)**

Cass. com., **27 mai 2014**, n° 13-14.425, F-D : JurisData

n° 2014-011585 (Centre des intérêts principaux) **comm. 143 (sept.)**

Cass. soc., **28 mai 2014**, n° 12-28.082, FS-P+B :

JurisData n° 2014-011356 (Rupture conventionnelle) **comm. 56 (mai)**

Juin

CA Grenoble, 1^{er} ch. civ., **3 juin 2014**, n° 11/04888 :

JurisData n° 2014-012637 (Nullités de droit) **comm. 125 (juill.)**

Cass. com., **11 juin 2014**, n° 12-28.769, F-P+B :

JurisData n° 2014-012792 (Liquidation judiciaire - Dessaisissement) **comm. 23 (mars)**

Cass. com., **11 juin 2014**, n° 13-16.194 et n° 13-20.375,

F-P+B : JurisData n° 2014-012781 (Liquidation judiciaire - Cession) **comm. 24 (mars)**

Cass. com., **11 juin 2014**, n° 13-17.997 et n° 13-18.112,

FS-P+B+I : JurisData n° 2014-012806 (Ordre des paiements - Créancier hypothécaire) **comm. 26 (mars)**

Cass. com., **11 juin 2014**, n° 13-12.658, FS-P+B+R+I, Sté

Perpignan football club c/ Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Sud Méditerranée et a. : JurisData

n° 2014-012817 (Banquier dispensateur de crédit) **comm. 71 (mai)**

Cass. com., **18 juin 2014**, n° 12-28.040 : JurisData

n° 2014-027999 (Loi applicable) **comm. 144 (sept.)**

CA Riom, ch. com., **18 juin 2014**, n° 12/02991 :

JurisData n° 2014-018310 (Nullités facultatives) **comm. 131 (juill.)**

Cass. com., **24 juin 2014**, n° 10-27.648, FS-P+B :

JurisData n° 2014-014281 (Loi applicable) **comm. 145 (sept.)**

Cass. com., **25 juin 2014**, n° 13-20.312 (Indivision) **comm. 76 (mai)**

CA Nancy, 2^e ch. com., **25 juin 2014**, n° 1553/14 :

JurisData n° 2014-015010 (Action paulienne) **comm. 123 (juill.)**

Cass. 2^e civ., **26 juin 2014**, n° 13-14.576, F-D : JurisData

n° 2014-014512 (Effets de la clôture) **comm. 140 (sept.)**

Juillet

Cass. soc., **2 juill. 2014**, n° 12-29.788 : JurisData

n° 2014-014907 (Créance de dommages et intérêts) **comm. 111 (juill.)**

CJUE, **10 juill. 2014**, n° C-198/13, Julian Hernandez e.

a. : JurisData n° 2014-019622 (Protection des salariés) **comm. 89 (juill.)**

Cass. com., **10 juill. 2014**, n° 14-10.100 et n° 14-

10.109 : JurisData n° 2014-018818 (Conjoint in bonis) **comm. 75 (mai)**

T. com. Valenciennes, ord. prés., **23 juill. 2014**,

n° 2014003982 (Mandat ad hoc et conciliation : conditions) **comm. 173 (nov.)**

CE, 4^e et 5^e ss-sect., **30 juill. 2014**, n° 361373 : JurisData

n° 2014-018658 (Liquidation judiciaire) **comm. 34 (mars)**

Août

CA Metz, **28 août 2014**, n° 14/00195 (Publicité de la

décision d'ouverture) **comm. 95 (juill.)**

Septembre

CJUE, **4 sept. 2014**, n° C-157/13, Nickel & Goeldner

Spedition GmbH c/ « Kintra » UAB : JurisData n° 2014-020378 (Règlements (CE) n° 1346/2000 et n° 44/2001) **comm. 90 (juill.)**

CJUE, 1^{er} ch., **4 sept. 2014**, n° C-327/13, Burgo Group

SpA c/ Illochroma SA et Jérôme Theetten : JurisData n° 2014-020405 (Procédure secondaire) **comm. 142 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **4 sept. 2014**, n° 13-18.882, F-P+B :

JurisData n° 2014-019820 (Périmètre) **comm. 137 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **4 sept. 2014**, n° 13-21.082, F-D : JurisData

n° 2014-021420 (Décision d'orientation) **comm. 139 (sept.)**

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-17.147, F-P+B :

JurisData n° 2014-020954 (Ouverture de la procédure) **comm. 27 (mars)**

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-20.395, F-D : JurisData

n° 2014-021319 (Avertissement des créanciers) **comm. 37 (mai)**

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-10.514, F-D, M. c/ Sté

M. : JurisData n° 2014-021320 (Faillite personnelle et interdiction de gérer) **comm. 68 (mai)**

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-18.503, F-D, L. c/ M.,

ès qualités et a. (Faillite personnelle et interdiction de gérer) **comm. 69 (mai)**

Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-19.294 : JurisData

n° 2014-021318 (Nullités de droit) **comm. 127 (juill.)**

Cass. soc., **17 sept. 2014**, n° 13-16.756, F-D : JurisData

n° 2014-021185 (Procédure de licenciement) **comm. 12 (janv.)**

CA Aix-en-Provence, **19 sept. 2014**, n° 14/00507

(Ouverture de la procédure) **comm. 28 (mars)**

Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 12-29.262 et n° 13-

15.437, F-P+B : JurisData n° 2014-021772 (Dessaisissement) **comm. 43 (mai)**

Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 13-17.016 : JurisData

n° 2014-021826 (Marché public) **comm. 118 (juill.)**

Cass. soc., **24 sept. 2014**, n° 12-16.991, FP-P+B :

JurisData n° 2014-021777 (Ordre des licenciements) **comm. 8 (janv.)**

Cass. soc., **24 sept. 2014**, n° 13-18.105 (Procédure de

licenciement) **comm. 13 (janv.)**

Cass. 3^e civ., **24 sept. 2014**, n° 13-20.169, FS-P+B :

JurisData n° 2014-022940 (Administrateur provisoire) **comm. 35 (mars)**

Cass. 2^e civ., **25 sept. 2014**, n° 13-13.731, F-P+B :

JurisData n° 2014-021832 (Voies de recours) **comm. 135 (sept.)**

Cass. soc., **30 sept. 2014**, n° 13-16.297, FS-P+B+R :

JurisData n° 2014-022657 (Rupture conventionnelle) **comm. 56 (mai)**

Octobre

CAA Nantes, 1^{er} ch., **9 oct. 2014**, n° 14NT01839,

Comité d'entreprise de la société Fobi et a. : JurisData n° 2014-028751 (Plan de sauvegarde de l'emploi) **comm. 11 (janv.)**

CA Paris, ch. 8, sect. A, **9 oct. 2014**, n° 13/13560 :

JurisData n° 2014-025329 (Nullités facultatives) **comm. 131 (juill.)**

CE, **10 oct. 2014**, n° 364344 : JurisData n° 2014-023622

(Recouvrement de l'impôt) **comm. 16 (janv.)**

Cass. com., **14 oct. 2014**, n° 13-24.555, FS-P+B :

JurisData n° 2014-023992 (Recouvrement de l'impôt) **comm. 17 (janv.)**

Cass. com., **14 oct. 2014**, n° 13-13.994, F-P+B :

JurisData n° 2014-023979 (Résolution de plan - Fonds disponibles) **comm. 25 (mars)**

Cass. com., **14 oct. 2014**, n° 13-24.555, F-P+B :

JurisData n° 2014-023992 (Créance postérieure privilégiée) **comm. 42 (mai)**

Cass. com., **14 oct. 2014**, n° 13-13.622, F-D, Barrand

c/ Sté Banque populaire de Bourgogne-Franche-Comté : JurisData n° 2014-029674 (Banquier dispensateur de crédit) **comm. 72 (mai)**

Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-24.553 (Conditions

relatives au débiteur) **comm. 133 (sept.)**

Cass. com., **21 oct. 2014**, n° 14-40.038 : JurisData

n° 2014-025034 (Conversion de procédure) **comm. 22 (mars)**

Cass. 3^e civ., **22 oct. 2014**, n° 13-25.430, FS-P+B :

JurisData n° 2014-025085 (Mission de l'administrateur) **comm. 19 (mars)**

CAA Versailles, 4^e ch., **22 oct. 2014**, n° 14VE02408 et

n° 14VE02409, Sté Mory-Ducros et a. : JurisData n° 2014-030493 (Ordre des licenciements) **comm. 10 (janv.)**

CAA Marseille, **24 oct. 2014**, n° 14MA03521, Min. Travail, Emploi, Formation professionnelle et Dialogue social (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 53 (mai)**
 Cass. soc., **29 oct. 2014**, n° 13-11.542, F-D (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**

Novembre

Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-23.397 : JurisData n° 2014-025085 (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 20 (mars)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-20.711, F-D : JurisData n° 2014-027144 (*Activité agricole*) **comm. 31 (mars)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-24.014, F-D : JurisData n° 2014-026590 (*Déclaration de créance*) **comm. 39 (mai)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-23.070, FS-P+B+R+, M. c/ C., ès qualités : JurisData n° 2014-026502 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 67 (mai)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-24.028, F-P+B, D. c/ B. : JurisData n° 2014-026455 (*Faillite personnelle et interdiction de gérer*) **comm. 70 (mai)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-24.561 (*Garantie de créances antérieures*) **comm. 108 (juill.)**
 CJUE, **5 nov. 2014**, n° C-311/13, Tümer (*Protection des salariés*) **comm. 88 (juill.)**
 Cass. soc., **5 nov. 2014**, n° 13-19.662, FS-P+B, Bruneau c/ Sté La grande pharmacie Bailly : JurisData n° 2014-026506 (*Acte de gestion courante*) **comm. 1 (janv.)**
 Cass. soc., **5 nov. 2014**, n° 13-17.270, FS-P+B : JurisData n° 2014-026505 (*Départs volontaires*) **comm. 5 (janv.)**
 Cass. soc., **5 nov. 2014**, n° 13-19.662, FS-P+B : JurisData n° 2014-026506 (*Acte étranger à la gestion courante*) **comm. 21 (mars)**
 Cass. soc., **13 nov. 2014**, n° 13-21.965 (*Procédure de licenciement*) **comm. 14 (janv.)**
 Cass. 2° civ., **13 nov. 2014**, n° 13-15.642, FS-P+B : JurisData n° 2014-027238 (*Voies de recours*) **comm. 85 (juill.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 14-16.535 : JurisData n° 2014-028030 (*Conjoint in bonis*) **comm. 75 (mai)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-23.997 : JurisData n° 2014-027922 (*Acquisition d'une clause résolutoire*) **comm. 103 (juill.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-24.007, F-P+B : JurisData n° 2014-027943 (*Autorité de chose jugée*) **comm. 183 (nov.)**
 Cass. soc., **19 nov. 2014**, n° 13-21.979, F-D : JurisData n° 2014-028074 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**
 Cass. soc., **20 nov. 2014**, n° 13-22.581, F-D : JurisData n° 2014-028081 (*Procédure de licenciement*) **comm. 15 (janv.)**
 CA Versailles, 11° ch., **20 nov. 2014**, n° 13/00006 : JurisData n° 2014-028955 (*Nullités de droit*) **comm. 125 (juill.)**
 CA Lyon, 6° ch., **20 nov. 2014**, n° 09/07304 : JurisData n° 2014-028755 (*Nullités de droit*) **comm. 129 (juill.)**
 CA Metz, ch. soc., **26 nov. 2014**, n° 14/00613 : JurisData n° 2014-033387 (*Nullités de droit*) **comm. 125 (juill.)**
 CAA Nancy, **27 nov. 2014**, n° 14NC01730, Sté Pim industries et a. (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **comm. 11 (janv.)**

Décembre

CA Agen, ch. civ., **1^{er} déc. 2014**, n° 11/02126 (*Activité agricole*) **comm. 32 (mars)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.203 : JurisData n° 2014-029488 (*Qualité pour agir*) **comm. 93 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.405 : JurisData n° 2014-029485 (*Désignation d'un expert*) **comm. 102 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-11.059 : JurisData n° 2014-029546 (*Bail d'exploitation*) **comm. 115 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.311 : JurisData n° 2014-029579 (*Créances d'honoraires*) **comm. 116 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.311 : JurisData n° 2014-029579 (*Créances de restitution*) **comm. 119 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24-308 : JurisData n° 2014-029536 (*Qualité pour agir*) **comm. 121 (juill.)**
 Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-25.705 : JurisData n° 2014-029560 (*Nullités facultatives*) **comm. 131 (juill.)**
 Cass. soc., **3 déc. 2014**, n° 13-19.707, F-D : JurisData n° 2014-029656 (*Caractère économique du licenciement*) **comm. 3 (janv.)**

Cass. soc., **3 déc. 2014**, n° 13-19.697, F-D : JurisData n° 2014-029605 (*Obligation de reclassement*) **comm. 6 (janv.)**
 Cass. soc., **3 déc. 2014**, n° 13-23.170 (*Ordre des licenciements*) **comm. 9 (janv.)**
 CA Toulouse, 3^e ch., sect. 2, **3 déc. 2014**, n° 14/426 (*Conciliation*) **comm. 176 (nov.)**
 CJUE, 6^e ch., **4 déc. 2014**, n° C-295/13 : JurisData n° 2014-032646 (*Domaine du règlement (CE) n° 1346/2000*) **comm. 141 (sept.)**
 Cass. soc., **9 déc. 2014**, n° 13-12.535, FP-P+B : JurisData n° 2014-030524 (*Obligation de reclassement*) **comm. 7 (janv.)**
 Cass. 1^{re} civ., **10 déc. 2014**, n° 13-25.808, F-D (*Procédure disciplinaire et procédure collective*) **comm. 29 (mars)**
 Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-23.748, F-D, S. c/ Sté Banque populaire du Sud (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 74 (mai)**
 Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-25.765 : JurisData n° 2014-031671 (*Nullités de droit*) **comm. 124 (juill.)**
 Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-25.029, F-D, Sté MJ synergie, ès qualités c/ D. et a. : JurisData n° 2014-031678 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 189 (nov.)**
 Cass. soc., **17 déc. 2014**, n° 13-22.635 à 13-22.647 et n° 13-22.650 à 13-22.653 (*Caractère économique du licenciement*) **comm. 2 (janv.)**
 Cass. soc., **17 déc. 2014**, n° 13-26.906 (*Convention de reclassement personnalisée*) **comm. 4 (janv.)**
 Cass. soc., **17 déc. 2014**, n° 13-26.905, F-D : JurisData n° 2014-031811 (*Convention de reclassement personnalisée*) **comm. 4 (janv.)**

2015

Janvier

T. com. Saint-Quentin, ord. prés., **6 janv. 2015**, n° 2015000212 (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 169 (nov.)**
 Cass. 2^e civ., **8 janv. 2015**, n° 13-27.446, F-D : JurisData n° 2015-000071 (*Détermination du « reste à vivre »*) **comm. 138 (sept.)**
 Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-23.244, F-D (*Liquidation judiciaire*) **comm. 33 (mars)**
 Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-21.504, F-D : JurisData n° 2015-000258 (*Admission des créances*) **comm. 41 (mai)**
 Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-25.360, FS-D, Banque populaire Lorraine-Champagne c/ Gay et a. : JurisData n° 2015-000277 (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 74 (mai)**
 Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-12.590, F-P+B : JurisData n° 2015-000241 (*Indivision*) **comm. 78 (mai)**
 Cass. soc., **15 janv. 2015**, n° 13-15.602, F-D (*Motivation de la lettre de licenciement*) **comm. 51 (mai)**
 Cass. soc., **15 janv. 2015**, n° 13-18.587 : JurisData n° 2015-000291 (*Garantie des salaires*) **comm. 60 (mai)**
 Cons. const., **16 janv. 2015**, n° 2014-438 QPC : JurisData n° 2015-000746 (*Conversion de procédure*) **comm. 22 (mars)**
 Cass. soc., **20 janv. 2015**, n° 13-20.704, F-D (*Obligation de reclassement*) **comm. 52 (mai)**
 Cass. soc., **20 janv. 2015**, n° 13-21.565, F-D : JurisData n° 2015-000671 (*Procédure de licenciement*) **comm. 54 (mai)**
 Cass. soc., **20 janv. 2015**, n° 13-24.181, F-D (*Procédure de licenciement*) **comm. 55 (mai)**
 Cass. soc., **20 janv. 2015**, n° 13-21.565 : JurisData n° 2015-000671 (*Procédure de licenciement*) **comm. 156 (sept.)**
 Cass. soc., **21 janv. 2015**, n° 13-22.963, F-D (*Modification du contrat de travail*) **comm. 50 (mai)**
 Cass. soc., **21 janv. 2015**, n° 13-26.374, FS-P+B, X. c/ CGEA Orléans : JurisData n° 2015-000604 (*Indemnisation de la clause de non-concurrence*) **comm. 64 (mai)**
 CA Bordeaux, 5^e ch., **22 janv. 2015**, n° 14/2592 : JurisData n° 2015-002575 (*Effets de la clôture*) **comm. 140 (sept.)**
 Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-25.649, FS-P+B : JurisData n° 2015-001081 (*Cotisations sociales*) **comm. 30 (mars)**
 Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-20.463, FS-P+B : JurisData n° 2015-001083 (*Déclaration de créance*) **comm. 40 (mai)**

Table de jurisprudence

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-26.475, F-D, Sté MJ Synergie c/ Sté BNP Paribas : JurisData n° 2015-001116 (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 73 (mai)**
Cass. 2^e civ., **29 janv. 2015**, n° 14-10.263, F-D (*Voies de recours*) **comm. 135 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **29 janv. 2015**, n° 13-27.217, F-D (*Principe du contradictoire*) **comm. 136 (sept.)**

Février

Cass. soc., **4 févr. 2015**, n° 13-18.168, F-D (*Licenciement*) **comm. 46 (mai)**
Cass. soc., **4 févr. 2015**, n° 13-25.451, FS-D, G. c/ Sté Ponroy (mandataire liquidateur de la sté Sopra) et le CGEA Orléans : JurisData n° 2015-001682 (*Indemnisation de la clause de non-concurrence*) **comm. 65 (mai)**
Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-24.659, FS-P+B : JurisData n° 2015-002274 (*Indivision*) **comm. 77 (mai)**
Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-24.659 : JurisData n° 2015-002274 (*Créance de dommages et intérêts*) **comm. 110 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-24.403, FS-P+B : JurisData n° 2015-002786 (*Avertissement des créanciers*) **comm. 38 (mai)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 14-10.100 et n° 14-10.109 (*Conjoint in bonis*) **comm. 75 (mai)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-24.403, FS-P+B : JurisData n° 2015-002786 (*Déclaration de créance*) **comm. 82 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 14-10.279, FS-P+B : JurisData n° 2015-003341 (*Voies de recours*) **comm. 84 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-27.117 : JurisData n° 2015-002983 (*Acquisition d'une clause résolutoire*) **comm. 104 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-26.931 : JurisData n° 2015-003003 (*Délivrance d'une contrainte*) **comm. 105 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-26.931 : JurisData n° 2015-003003 (*Créances légales*) **comm. 112 (juill.)**
Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-27.508, F-P+B : JurisData n° 2015-003014 (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 133 (sept.)**
Cass. soc., **18 févr. 2015**, n° 13-21.820, F-D : JurisData n° 2015-002903 (*Licenciement économique*) **comm. 49 (mai)**
Cass. 2^e civ., **19 févr. 2015**, n° 14-10.268, F-P+B : JurisData n° 2015-002806 (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) **comm. 134 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **19 févr. 2015**, n° 13-28.236, F-P+B : JurisData n° 2015-002798 (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) **comm. 134 (sept.)**

Mars

Cass. soc., **3 mars 2015**, n° 13-15.551, FP-P+B : JurisData n° 2015-004045 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**
Cass. soc., **3 mars 2015**, n° 13-20.549, FP-P+B : JurisData n° 2015-004043 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**
Cass. soc., **3 mars 2015**, n° 13-22.411, FS-P+B, Sté Luc Gomis, ès qualités c/ Sté Sraes et a. : JurisData n° 2015-004031 (*Contentieux prud'homal*) **comm. 59 (mai)**
Cass. soc., **5 mars 2015**, n° 13-26.825, F-D, Christophe et a. c/ Assoc. Football club Grenoble Dauphine (*Garantie des salaires*) **comm. 61 (mai)**
Cass. com., **10 mars 2015**, n° 12-16.956, F-P+B, C. c/ Sté S., ès qualités et a. : JurisData n° 2015-005244 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 67 (mai)**
Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-22.777, F-P+B : JurisData n° 2015-005245 (*Jugements*) **comm. 83 (juill.)**
Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-27.227, Sté Lages.com c/ M^e Avezou ès qual. et a. : JurisData n° 2015-009882 (*Gestion et administration de l'entreprise*) **comm. 97 (juill.)**
Cass. com., **10 mars 2015**, n° 12-15.505, FS-P+B, R. c/ Sté Louis et Laurent Hirou, ès qualités et a. : JurisData n° 2015-005248 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 187 (nov.)**
CA Rennes, 3^e ch. com., **10 mars 2015**, n° 13/03708 : JurisData n° 2015-007255 (*Issue de la période d'observation*) **comm. 98 (juill.)**

Cass. crim., **11 mars 2015**, n° 13-86.155, F-D, Ministère public c/ X. : JurisData n° 2015-004726 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 190 (nov.)**
Cass. soc., **17 mars 2015**, n° 13-26.941, FS-P+B : JurisData n° 2015-005754 (*Contrat de sécurisation professionnelle*) **comm. 45 (mai)**
Cass. soc., **17 mars 2015**, n° 13-26.602 à n° 13-26.617, FS-D, Boll et a. c/ Sté Cogia et a. (*Licenciement économique*) **comm. 48 (mai)**
T. com. Saint-Quentin, ord. prés., **18 mars 2015**, n° 2015000212 (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 169 (nov.)**
Cass. 2^e civ., **19 mars 2015**, n° 14-11.089, F-D (*Principe du contradictoire*) **comm. 136 (sept.)**
Cass. 2^e civ., **19 mars 2015**, n° 14-12.339, F-D (*Principe du contradictoire*) **comm. 136 (sept.)**
CA Paris, **19 mars 2015**, n° 12/10616, Meltzer-Caron c/ SA CESAR et a. : JurisData n° 2015-006418 (*Garantie des salaires*) **comm. 62 (mai)**
Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-10.175, FS-P+B : JurisData n° 2015-006383 (*Déclaration notariée d'insaisissabilité*) **comm. 79 (mai)**
Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-15.139 : JurisData n° 2015-006332 (*Créances d'honoraires*) **comm. 116 (juill.)**
Cass. com., **24 mars 2015**, n° 13-16.076, FS-P+B, Banque Populaire de Bourgogne Franche-Comté c/ X. : JurisData n° 2015-006320 (*Banquier dispensateur de crédit*) **comm. 194 (nov.)**
Cass. soc., **25 mars 2015**, n° 13-12.307, F-D (*Licenciement économique*) **comm. 47 (mai)**
Cass. soc., **25 mars 2015**, n° 14-10.149, FS-P+B : JurisData n° 2015-006338 (*Rupture conventionnelle*) **comm. 56 (mai)**
Cass. soc., **25 mars 2015**, n° 13-21.716, FS-P+B, Unédic délégation AGS-CGEA Île-de-France Ouest et a. c/ Abatti et a. : JurisData n° 2015-006340 (*Préjudice d'anxiété*) **comm. 66 (mai)**
Cass. com., **25 mars 2015**, n° 14-16.535 (*Conjoint in bonis*) **comm. 75 (mai)**
TGI Valenciennes, **26 mars 2015**, n° 14/03278, Assoc. ADAE (*Transfert des contrats de travail*) **comm. 58 (mai)**
Cass. soc., **31 mars 2015**, n° 13-25.537, FS-D, Sté ETAP c/ Slaes (*Transfert des contrats de travail*) **comm. 57 (mai)**
Cass. soc., **31 mars 2015**, n° 13-21.184 et n° 13-22.901, FS-P+B, Ollivier et a. c/ AGS Centre Ouest et a. : JurisData n° 2015-006993 (*Garantie des salaires*) **comm. 63 (mai)**

Avril

Cass. soc., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-12.246 (*Documents de fin de contrat*) **comm. 150 (sept.)**
Cass. soc., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-12.323, F-D : JurisData n° 2015-007140 (*Obligation de reclassement*) **comm. 153 (sept.)**
Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.172, F-P+B+I : JurisData n° 2015-007523 (*Incidents d'instance*) **comm. 80 (juill.)**
Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.817, FS-P+B : JurisData n° 2015-007529 (*Incidents d'instance*) **comm. 81 (juill.)**
Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 13-28.061 : JurisData n° 2015-007520 (*Plan et arrêt des poursuites*) **comm. 106 (juill.)**
Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.172, F-P+B+I : JurisData n° 2015-007523 (*Péremption et radiation*) **comm. 185 (nov.)**
Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 13-28.512, F-P+B, Olindo c/ Sté Taddéi Ferrari Funel, ès qualités : JurisData n° 2015-007553 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 191 (nov.)**
Cass. 2^e civ., **9 avr. 2015**, n° 14-14.579, F-D : JurisData n° 2015-007678 (*Conditions relatives à la situation patrimoniale*) **comm. 134 (sept.)**
CE, 8^e et 3^e ss-sect., **10 avr. 2015**, n° 371765, Min. Finances et Comptes publics c/ SAS Holco : JurisData n° 2015-009529 (*Liquidation judiciaire*) **comm. 196 (nov.)**
T. confl., **13 avr. 2015**, n° 3988, Martini c/ Min. Finances et Comptes publics : JurisData n° 2015-009525 (*Compétence*) **comm. 195 (nov.)**
T. confl., **13 avr. 2015**, n° 3998, Lévy c/ Direction départementale des finances publiques du Val-de-Marne : JurisData n° 2015-009526 (*Compétence*) **comm. 195 (nov.)**

CJUE, 1^{re} ch., **16 avr. 2015**, n° C-557/13, Lutz : JurisData n° 2015-010885 (*Action révocatoire*) **comm. 87 (juill.)**

CA Reims, 1^{re} ch. civ., sect. Instance, **24 avr. 2015**, n° 14/02014 (*Situation du professionnel personne physique*) **comm. 160 (sept.)**

Mai

Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-10.631, F-D : JurisData n° 2015-010175 (*Reprise d'instance*) **comm. 184 (nov.)**

Cass. 2^e civ., **7 mai 2015**, n° 14-16.680 : JurisData n° 2015-010127 (*Cotisations sociales*) **comm. 161 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **13 mai 2015**, n° 14-13.117 : JurisData n° 2015-011267 (*Conditions relatives au débiteur*) **comm. 132 (sept.)**

Cass. soc., **13 mai 2015**, n° 13-28.918 (*Preuve du contrat de travail*) **comm. 147 (sept.)**

CA Riom, ch. réf., **13 mai 2015**, n° 15/00023, SAS LOCAFLO c/ M^e Raynaud ès qual. (*Issue de la période d'observation*) **comm. 100 (juill.)**

CA Lyon, ch. A, **13 mai 2015**, n° 15/00926 : JurisData n° 2015-012206 (*Issue de la période d'observation*) **comm. 101 (juill.)**

Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-10.366 : JurisData n° 2015-011738 (*Bail rural*) **comm. 164 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **20 mai 2015**, n° 14-11.996 : JurisData n° 2015-011853 (*Caractère économique du licenciement*) **comm. 149 (sept.)**

Cass. crim., **20 mai 2015**, n° 13-81.307, F-D : JurisData n° 2015-011807 (*Liquidation judiciaire*) **comm. 198 (nov.)**

Cons. prud'h. Évreux, sect. encadrement, **26 mai 2015**, n° 13/00379 (*Procédure de licenciement*) **comm. 155 (sept.)**

Cass. com., **27 mai 2015**, n° 14-14.744, F-D (*Liquidation judiciaire*) **comm. 197 (nov.)**

Cass. soc., **28 mai 2015**, n° 14-11.338 (*Motivation de la lettre de licenciement*) **comm. 151 (sept.)**

CA Dijon, 2^e ch. civ., **28 mai 2015**, n° 15/00547 : JurisData n° 2015-013156 (*Compétence d'attribution*) **comm. 162 (sept.)**

Juin

Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-13.116, F-D : JurisData n° 2015-013262 (*Apport de raisins à une coopérative*) **comm. 163 (sept.)**

Cass. soc., **3 juin 2015**, n° 14-12.245 : JurisData n° 2015-012931 (*Procédure de licenciement*) **comm. 156 (sept.)**

CJUE, **11 juin 2015**, n° C-649/13, Comité d'entreprise de Nortel Networks SA (NNSA) c/ M^e Rogeau, liquidateur judiciaire de NNSA (*Liquidation judiciaire - Localisation des biens*) **comm. 91 (juill.)**

Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-13.810 (*Issue de la période d'observation*) **comm. 99 (juill.)**

Cass. soc., **16 juin 2015**, n° 14-16.996 : JurisData n° 2015-014721 (*Motivation de la lettre de licenciement*) **comm. 151 (sept.)**

Cass. com., **16 juin 2015**, n° 13-24.804, F-D, L. c/ Sté Pierre Bruart, ès qualités : JurisData n° 2015-014714 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 189 (nov.)**

CA Metz, ch. com., **16 juin 2015**, n° 15/00178 (*Alsace-Moselle*) **comm. 159 (sept.)**

Cass. soc., **18 juin 2015**, n° 13-27.474 (*Preuve du paiement des salaires*) **comm. 148 (sept.)**

Cass. soc., **18 juin 2015**, n° 13-27.049 : JurisData n° 2015-014741 (*Preuve du paiement des salaires*) **comm. 148 (sept.)**

Cass. soc., **24 juin 2015**, n° 14-13.829, FS-P+B : JurisData n° 2015-015370 (*Langue française*) **comm. 146 (sept.)**

Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 13-27.107, F-P+B : JurisData n° 2015-015338 (*Périmètre*) **comm. 137 (sept.)**

T. com. Valenciennes, **25 juin 2015**, n° 2015003256 (*Conciliation*) **comm. 175 (nov.)**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-14.481 et 14-14.496, F-D (*Conditions d'éligibilité*) **comm. 158 (sept.)**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-15.984, F-P+B, Sté Taddei Ferrari Funel, ès qualités c/ G. et a. : JurisData n° 2015-016104 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 186 (nov.)**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 13-28.537, F-D, A. et a. c/ R. et a. (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*) **comm. 188 (nov.)**

Juillet

Cass. soc., **1^{er} juill. 2015**, n° 14-15.852 et n° 14-15.853 (*Obligation de reclassement*) **comm. 152 (sept.)**

Cass. soc., **2 juill. 2015**, n° 14-16.213 : JurisData n° 2015-016227 (*Ordre des licenciements*) **comm. 154 (sept.)**

Cass. soc., **9 juill. 2015**, n° 14-15.345 (*Garantie des salaires*) **comm. 157 (sept.)**

T. com. Saint-Quentin, ord. prés., **16 juill. 2015**, n° 2015003189 (*Mandat ad hoc et conciliation : conditions*) **comm. 173 (nov.)**

Août

T. com. Lorient, ord. prés., **5 août 2015**, n° 2015007186 (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 170 (nov.)**

Septembre

Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-17.377 : JurisData n° 2015-021014 (*Mandat ad hoc*) **comm. 174 (nov.)**

Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-15.452, F-D (*Conversion en liquidation judiciaire*) **comm. 180 (nov.)**

Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-15.588, F-D : JurisData n° 2015-021084 (*Possibilité sérieuse de redressement*) **comm. 181 (nov.)**

Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-17.374, F-D (*Pouvoirs du débiteur*) **comm. 179 (nov.)**

Octobre

Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-11.983, F-D (*Plan de cession - Voies de recours*) **comm. 182 (nov.)**

CA Poitiers, ch. soc., **28 oct. 2015**, n° 14/04650 (*Pouvoirs du débiteur*) **comm. 178 (nov.)**

Novembre

T. com. Valenciennes, greffier, **3 nov. 2015** (*Dépôt des comptes sociaux*) **comm. 171 (nov.)**

2014

Décembre

D. n° 2014-1609, **24 déc. 2014**, révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations : JO 27 déc. 2014, p. 22495 (*Saisie des rémunérations*) **alerte 8 (mars)**

2015

Février

L. n° 2015-177, **16 févr. 2015**, relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, art. 20 : JO 17 févr. 2015, p. 2961 (*Administrateurs et mandataires judiciaires*) **alerte 6 (mars)**

D. n° 2015-194, **19 févr. 2015**, relatif au fichier national des interdits de gérer : JO 21 févr. 2015, p. 3231 (*Fichier national des interdits de gérer*) **alerte 5 (mars)**

Mai

Règl. (UE) n° 2015/848, **25 mai 2015**, relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) : JOUE n° L 141, 5 juin 2015, p. 19 (*Règlement Insolvabilité*) **comm. 86 (juill.)**

Juin

D. n° 2015-679, **16 juin 2015** : JO 18 Juin 2015, p. 10023 (*Bpifrance*) **alerte 15 (juill.)**

Ord. n° 2015-681, **18 juin 2015** : JO 19 Juin 2015, p. 10078 (*Droit fiscal*) **alerte 16 (juill.)**

Juillet

D. n° 2015-913, **24 juill. 2015**, relatif aux modalités de transfert et de rattachement d'un entrepreneur individuel à responsabilité limitée à un autre registre ou répertoire : JO 26 juill. 2015, p. 12778 (*Entrepreneur individuel à responsabilité limitée*) **alerte 19 (sept.)**

Août

D. n° 2015-999, **17 août 2015**, relatif aux procédures judiciaires applicables aux copropriétés en difficulté : JO 18 août 2015, p. 14418 (*Loi ALUR - Décret d'application*) **comm. 165 (sept.)**

D. n° 2015-1009, **18 août 2015**, relatif à la mise en œuvre du portail électronique prévu aux articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce : JO 20 août 2015, p. 14547 (*Portail électronique*) **alerte 18 (sept.)**

Ord. n° 2015-1024, **20 août 2015**, portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière, art. 3 : JO 21 août 2015, p. 14652 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

Ord. n° 2015-1024, **20 août 2015**, portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière, art. 1^{er} : JO 21 août 2015, p. 14652 (*Garantie des dépôts*) **comm. 167 (sept.)**

Septembre

A., **11 sept. 2015**, précisant les modalités d'intervention du fonds de garantie des dépôts et de résolution dans le cadre de la résolution : JO 20 sept. 2015, p. 16627 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

A., **11 sept. 2015**, relatif aux plans préventifs de rétablissement : JO 20 sept. 2015, p. 16624 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

A., **11 sept. 2015**, relatif aux critères d'évaluation de la résolubilité : JO 20 sept. 2015, p. 16626 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

A., **11 sept. 2015**, relatif aux plans préventifs de résolution : JO 20 sept. 2015, p. 16625 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

D. n° 2015-1160, **17 sept. 2015**, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière : JO 20 sept. 2015, p. 16619 (*Résolution bancaire*) **comm. 166 (sept.)**

A., **17 sept. 2015**, fixant le montant plafond des frais de la lettre recommandée électronique mentionnée à l'article R. 814-58-5 du Code de commerce : JO 22 sept. 2015, p. 16659 (*Portail électronique*) **alerte 18 (sept.)**

A., **17 sept. 2015**, déterminant les modalités de fonctionnement du compte de dépôt mentionné à l'article R. 814-58-5 du Code de commerce : JO 22 sept. 2015, p. 16659 (*Portail électronique*) **alerte 18 (sept.)**

2005

Octobre

A., **1 oct. 2005**, relatif à la mise en œuvre du portail électronique prévue aux articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce : JO 4 oct. 2015, p. 18011 (*Portail électronique*) **alerte 18 (sept.)**

2014

Juillet

BOI n° BIC-RICI-10-10-50, 29 juill. 2014 (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 18 (<i>janv.</i>)
BOI n° BIC-RICI-10-150-30-10, 29 juill. 2014 (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 18 (<i>janv.</i>)
BOI n° IS-DEF-20-20, 29 juill. 2014 (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 18 (<i>janv.</i>)
BOI n° BIC-RICI-10-150-30-20, 29 juill. 2014 (<i>Recouvrement de l'impôt</i>).....	comm. 18 (<i>janv.</i>)

2015

Janvier

Circ. n° NOR : EINI1500411C, 9 janv. 2015 , relative aux modalités d'accueil et de traitement des dossiers des entreprises confrontées à des problèmes de financement (<i>Intervention du CODEFI et du CIRI</i>).....	comm. 168 (<i>nov.</i>)
--	----------------------------------

Mars

Rép. min. n° 13489 : JO Sénat Q 5 mars 2015 , p. 491 (<i>Annonces légales</i>).....	alerte 12 (<i>mai</i>)
--	---------------------------------

TABLE DES FICHES PRATIQUES

Droit fiscal

- **Fiscalité des entreprises en difficulté**, par Michel di MARTINO, expert-comptable et commissaire aux comptes, juge consulaire, vice-président du tribunal de commerce de Lons-le-Saulnier (Jura)..... **fiche pratique 1 (mars)**

Fonds propres

- **Fonds propres et quasi-fonds propres ou concept de surface financière élargie**, par Michel di MARTINO, expert-comptable et commissaire aux comptes, juge consulaire, vice-président du tribunal de commerce de Lons-le-Saulnier (Jura)..... **fiche pratique 3 (sept.)**

Liquidation judiciaire

- **Liquidation judiciaire - Répartition des fonds**, par Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Montpellier et François LEGRAND, mandataire judiciaire, président de l'IFPPC... **fiche pratique 4 (nov.)**

Sanctions

- **Fiche sanctions - Trame d'audience**, par Christophe DELATTRE, magistrat, vice-procureur à Valenciennes..... **fiche pratique 2 (juill.)**

TABLE DES FORMULES

Cessation des paiements

- **Assignment tendant au report de la date de cessation des paiements dans une procédure de redressement judiciaire**, par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 3 (sept.)**

EIRL

- **Assignment en réunion de patrimoines d'un EIRL en procédure de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce**, par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 1 (janv.)**

Sauvegarde

- **Demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde faisant suite à une procédure de conciliation avec cession préparée (« prepack cession »)**, par Blandine ROLLAND, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) - HDR, équipe de droit privé EA 3707..... **formule 2 (mai)**

© LexisNexis SA 2016

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "